

# international

SINCE 1989

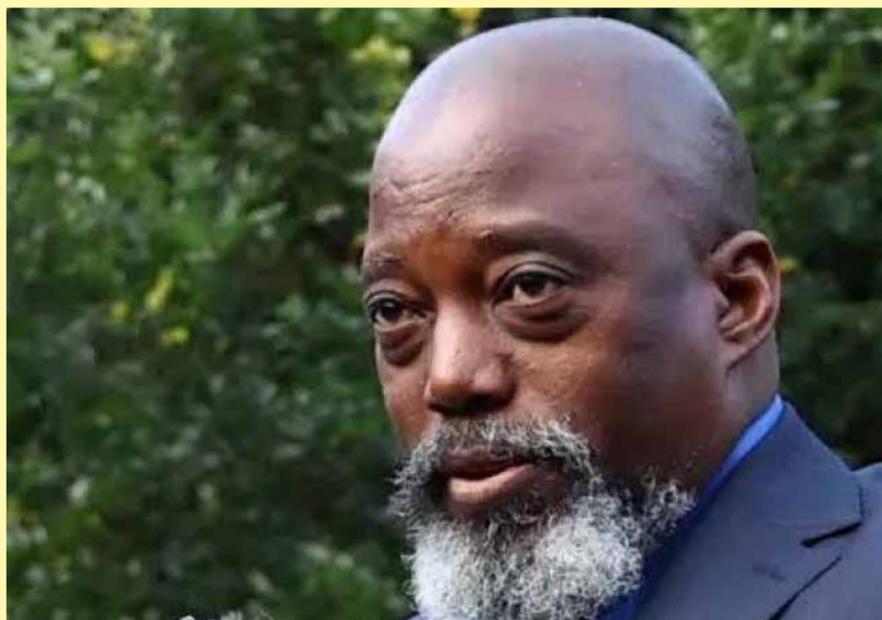
N°1646 | JEUDI 2 OCTOBRE 2025 | 20 PAGES €7 \$8

# Kabila comme Sarkozy

## Jamais un ancien

## Président n'a rallié sans risque une rébellion

**C**ondamné le 25 septembre 2025 par le tribunal correctionnel de Paris à 5 ans de prison ferme, il s'agit de Nicolas Sarkozy, un ancien président de la République française. Condamné le 30 septembre 2025 par la Haute Cour militaire de Kinshasa à la peine de mort, il s'agit de Joseph Kabila Kabange, un ancien président de la République. Deux procès politiques à les à croire. Quid de la matérialité des faits, difficilement contestables - d'un côté le financement par Kadhafi de la campagne présidentielle de Sarkozy en France, de l'autre, le fait d'être le chef de la coalition rebelle AFC/M23 soutenue par le Rwanda - qui conduit logiquement à une



Joseph Kabila condamné à mort par la Haute Cour Militaire de Kinshasa. DR

condamnation? Quid des délits commis qui sont pourtant si avérés? Parler de procès «politique» ne revient pas à contester non seulement les faits contenus dans la décision des juges, mais aussi à les nier? S'agissant de l'ex-président congolais, le 27 mai 2025, quatre jours après la diffusion par les médias de son discours qui ne prêtait à aucune confusion sur ses intentions de retrouver «son» trône, @kkmtry postait un texte sur son compte X (ex-Twitter) que voici : «J'aurais été @kikayabinkarubi @NehemieMwilanya @RamazaniShadary pour @josephkabila01, j'aurais proposé un discours à la Mandela : « On m'a tout renié : mon père, ma femme, mes enfants, ma sœur, mon Église, mon pays, pour le Congo, je tends la main à Félix ». Il aurait été applaudi». Quel succès récolté par ce texte : 25.000 vues (24,4k) en quelques heures.

(Lire pages 2 et 3).



# Joseph Kabila condamné par la justice comme Nicolas Sarkozy

**C**ondamné à Paris le 25 septembre 2025 par le tribunal correctionnel de la capitale française à 5 ans de prison ferme, il s'agit d'un ancien président. Condamné à Kinshasa le 30 septembre 2025 par la Haute Cour militaire de la capitale congolaise à la peine de mort, il s'agit d'un ancien président. Deux procès politiques?

Condamné jeudi 25 septembre 2025 à cinq ans d'emprisonnement ferme pour association de malfaiteurs avec mandat de dépôt à effet différé et exécution provisoire dans l'affaire du financement libyen de sa campagne présidentielle de 2007, l'ex-président français Nicolas Sarkozy accusé de faits d'«une gravité exceptionnelle» et «de nature à altérer la confiance des citoyens», convoqué le 13 octobre par le Parquet national financier, qui doit fixer la date du début de sa détention, a fait, aux côtés de sa femme Carla Bruni, à sa sortie du tribunal correctionnel de Paris, une déclaration virulente dénonçant une décision «d'une gravité extrême pour l'État de droit, une injustice insupportable. Cette injustice est un scandale. Je ne m'excuserai pas de ce que je n'ai pas fait (...) Ceux qui me haïssent à ce point pensent m'humilier. Ce qu'ils ont humilié aujourd'hui, c'est la France. C'est l'image de la France (...) Sans doute devrai-je comparaître les menottes aux mains devant la cour d'appel. Je suis innocent. (...) J'assumerai mes responsabilités. Je déférerai aux convocations de la justice. Et s'ils veulent absolument que je dorme en prison, je dormirai en prison, mais la tête haute». Nicolas Sarkozy qui devient ainsi le premier ancien président en France



**Joseph Kabila Kabange, 54 ans, qui a dirigé le Congo de 2001 à 2019, a été condamné mardi 30 septembre à la peine capitale par la Haute Cour militaire à l'issue d'un procès par contumace. DR.**

à aller en prison, en a appelé aux Français. « Je demande aux Français, qu'ils aient voté ou non pour moi, qu'ils me soutiennent ou non, d'apprécier ce qui vient de se passer. La haine n'a donc décidément aucune limite ». Depuis, l'homme ne décolère pas. « Je m'attendais à tout, mais pas à cela (...). C'est allé encore plus loin que ce que je pouvais imaginer. Toutes les limites de l'État de droit ont été violées. (...) Je me battraï jusqu'à mon dernier souffle pour faire reconnaître mon honnêteté ».

#### PROCÈS POLITIQUE ?

Le mardi 30 septembre 2025 à Kinshasa, a-t-on vécu la même scène avec la condamnation par contumace par la Haute Cour militaire de Kinshasa au terme d'un procès de l'ex-président de la République Joseph Kabila Kabange qui a dirigé le pays de 2001 à 2019 ? Pour-

suivi pour « crimes de guerre », « trahison » et « organisation d'un mouvement insurrectionnel » pour ses liens avec les rebelles de l'Alliance Fleuve Congo AFC et du M23 soutenus par le Rwanda, Joseph Kabila, 54 ans, a, lui, été condamné à la peine de mort. L'ancien président « est le chef de la coalition AFC/M23 », a déclaré la Haute Cour militaire après près de quatre heures pendant lesquelles les juges ont motivé leur décision. Un verdict historique car Joseph Kabila est le premier président congolais à être ainsi condamné. L'ancien président devra aussi verser d'importants dommages et intérêts : plus de 33 milliards de \$US à l'État congolais, aux provinces du Nord et du Sud-Kivu et à des associations d'aide aux victimes. Secrétaire permanent du parti PPRD, le parti de l'ancien président, Emmanuel Ramazani Shadary a qualifié ce procès de

« vaste blague. Nous avons toujours dit qu'il s'agit d'un procès politique ». Pour Raymond Tshibanda N'Tungamulongo, le président de la cellule de crise du FCC, le Front Commun pour le Congo, le regroupement politique pro-Kabila, qui a signé un communiqué daté du même 30 septembre, cette « condamnation qui, au terme d'une procédure illégale de bout en bout, vient d'être prononcée contre (son) Autorité Morale, n'est pas seulement celle d'un homme, ancien Président de la République soit-il. C'est aussi et surtout celle de l'État de droit et de toutes les conquêtes démocratiques obtenues de haute lutte par notre peuple depuis bientôt deux décennies. C'est en cela qu'elle est inacceptable. C'est pour cela qu'elle doit et sera combattue. Sans répit. Avec détermination. Jusqu'à ce que la tyrannie soit vaincue. Et elle le sera ! Ce n'est pas

une option. C'est un devoir constitutionnel. (Ce fut une) chronique d'un meurtre annoncé ». Faut-il vraiment y voir un jugement politique ? Quid de la matérialité des faits, difficilement contestables, qui conduit logiquement à une condamnation ? Que dit-on des délits commis qui sont pourtant si avérés ? Parler d'un procès « politique » ne revient pas à contester non seulement les faits contenus dans la décision des juges, mais aussi à les nier ? S'agissant de Sarkozy, il faut rappeler que l'homme n'était pas président au moment des faits incriminés, mais ministre de l'Intérieur. Selon Olivier Beaud, professeur de droit public à l'Université Paris Panthéon-Assas, « c'est précisément pour cette raison qu'il n'a jamais bénéficié de l'immunité prévue par l'article 67 de la Constitution de sorte qu'il a pu être poursuivi et jugé. C'est le

citoyen Sarkozy qui a dû répondre devant la justice des faits qui lui étaient reprochés. En d'autres termes, la justice n'a pas condamné un ancien président, elle a condamné un citoyen qui a commis un délit (...). Parler d'« association de malfaiteurs » peut choquer lorsqu'il s'agit d'un ancien président, mais dès lors qu'un ministre ou un chef d'État commet un délit, il se comporte comme un délinquant. Il ne peut plus invoquer sa fonction politique pour se prémunir contre une action en justice. Il devient justiciable comme n'importe quel citoyen. C'est ce qu'on pourrait appeler la théorie de « l'imposture » (formule du philosophe Kojève) : un responsable politique qui franchit la ligne de la criminalité cesse d'être un homme d'État pour devenir un délinquant. Et un délinquant ne peut s'opposer à ce que des juges ordinaires le condamnent, y

compris pour une participation à « une association de malfaiteurs ». Doit-on s'attendre à une arrestation de Joseph Kabila par la justice congolaise ? À ce stade malgré sa condamnation, celle-ci paraît peu probable. Par ailleurs, un moratoire sur l'exécution de la peine capitale en vigueur depuis 2003 a été levé en 2024 mais aucune exécution n'a eu lieu depuis. Certes, un recours en justice est encore possible devant la Cour de cassation mais uniquement pour tenter de faire valoir une irrégularité dans la procédure mais pas pour réexaminer le fond. Selon Ithiel Batumike, chercheur à l'institut congolais Ebuteli cité par l'Afp, par cette condamnation, Kinshasa a envoyé « un message fort auprès des rebelles sur son intransigeance » mais a aussi « fragilisé un adversaire » qui a tenté de « fédérer l'opposition ».

**D. DADEI**

# Jamais un ancien Président n'a rallié sans risque une rébellion

**I**l venait d'annoncer son arrivée à Goma, l'une des villes du pays assiégées depuis des mois par des mouvements rebelles M23/AFC soutenus par le Rwanda et donc son retour au pays après deux ans d'absence qu'il prenait la parole le 23 mai 2025 avec toute la solennité pour que nul n'en ignore rien depuis certainement la ville de Goma.

S'adressant au Congo et au monde, l'ancien président de la République Joseph Kabila Kabange avait des mots bien choisis qui indiquaient tout sur la direction qu'il avait désormais prise au plan politique.

Extraits :

« Il y a six ans, je prenais congé de mes responsabilités en tant que Président de la République, Chef de l'État. Et - fait inédit dans notre pays - en près de soixante ans d'indépendance, je passais pacifiquement la main à un nouveau Chef d'État. Depuis lors, je m'étais imposé un strict devoir de réserve, y compris quand j'ai fait l'objet, directement ou par mes proches interposés, de provocations, de déni des droits, d'humiliations, d'imputations dommageables et d'autres multiples atteintes à ma dignité. D'abord parce que je suis convaincu que le temps est le meilleur allié de la vérité et un antidote lent, mais puissant, contre le venin du mensonge et de la délation. Mais aussi et surtout, parce qu'agir autrement, aurait fait le jeu de ceux qui, par cette campagne odieuse, cherchaient à détourner l'attention de notre peuple de leur incapacité, aujourd'hui avérée, à répondre à ses attentes et aspirations. J'ai enfin décidé de briser ce long silence ; de sortir de ma réserve et de m'adresser à vous, parce que l'enjeu est de taille. Il est même



Les juges de la Haute Cour militaire ont rendu son verdict mardi 30 septembre dans le procès Kabila. DR.

existentiel» (...).

## NUL DOUTE POSSIBLE.

Puis : « Le cœur serré, je constate qu'à peine six ans après, ce bel héritage en indivision, légué à l'ensemble de notre peuple, a été complètement dilapidé par celui qui en avait reçu la garde ; que notre pays offre un spectacle des plus désolants ; et qu'il suscite d'autant plus de désespoir au sein de notre peuple, et de pitié et de moqueries à travers le monde, que l'inconscience de ses dirigeants ne permet aucun espoir de redressement. Cette détérioration rapide de la situation générale du pays est principalement due à l'ivresse du pouvoir sans limite. Les nouveaux dirigeants s'illustrent, en effet, par une série de remises en cause, reniements et violations intentionnelles de la Constitution, avec en toile de fond, la volonté irrésistible de concentrer tous les pouvoirs entre les mains d'un seul homme au mépris du Pacte Républicain qui cimentait la cohésion de notre peuple» (...).

Puis : « Militaire, j'ai juré de défendre la patrie jusqu'au sacrifice suprême. Hier au pouvoir, aujourd'hui en dehors du pouvoir, je demeure plus que jamais fidèle à ce serment. En ce moment où le pays est de nouveau divisé, appelé par le destin, j'ai le devoir d'œuvrer à la recherche de la paix et de contribuer à la reconstruction de notre pays qui se meurt. C'est ainsi qu'après quelques années de réflexion sur la crise en cours, après avoir consulté des chefs d'États et des anciens Chefs d'États de la région, ainsi que des acteurs politiques et sociaux, nationaux et étrangers, je fais ce jour, une proposition qui engage la nation toute entière à un sursaut patriotique pour un pacte citoyen, afin de tirer le pays du gouffre. Le travail hardi qui s'impose à nous, portera notamment sur les douze points suivants : mettre fin à la dictature, mieux, à la tyrannie ; arrêter la guerre ; rétablir l'autorité de l'État sur toute l'étendue du territoire national ; restaurer la démocratie en revenant

aux fondamentaux d'un véritable État de droit ; rétablir les libertés fondamentales ; réconcilier les congolais et reconstruire la cohésion nationale ; relancer le développement du pays par la mise en place d'une bonne gouvernance économique, d'une gestion administrative et financière orthodoxe, et d'une répartition équitable des ressources nationales. Relancer le dialogue sincère et permanent avec tous les pays voisins en vue de l'instauration de la paix et du développement durables dans la région ; rétablir la crédibilité du pays auprès des partenaires, aux niveaux tant régional, continental qu'international ; neutraliser tous les groupes armés nationaux et étrangers, et rapatrier ces derniers dans leurs pays d'origine ; mettre définitivement fin au recours et à l'utilisation des mercenaires, conformément à la Convention de l'Union Africaine sur l'élimination du mercenariat en Afrique, du 3 juillet 1977, et à la Résolution de l'Assemblée Générale

des Nations Unies numéro A/44/34, du 04 décembre 1989, portant adoption de la Convention Internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction des mercenaires ; et rapatrier, sans condition, ceux qui sont déployés sur le sol congolais ; Ordonner le retrait, sans délai, de toutes les troupes étrangères du territoire national. À ce sujet, je salue la décision sage, des pays de la SADC, de retirer les troupes de la SAMI-DRC de notre pays. Vu l'immensité de la tâche ainsi décrite, je lance un appel solennel à tous les Congolais, sans distinction de sexe, d'ethnie, d'âge, de classe sociale, de zone géographique, ou d'appartenance politique, qui aiment passionnément le Congo, qui sont prêts à tous les sacrifices, qui adhèrent sans réserve au Pacte Républicain de Sun City, et qui tiennent au respect de la Constitution du 18 Février 2006, à s'unir autour de ces objectifs. Il s'agit de la refondation de l'État et de l'édification d'un pays qui a

perdu ses repères. Mobilisons-nous, et mettons à profit tous les moyens à notre disposition, pour restaurer l'unité nationale, sauver le Congo et préserver son indépendance car l'Afrique et le monde nous regardent» (...). Enfin, la finale : « Mes Chers Compatriotes, le Congo vaut mieux que la caricature qu'en donnent ses dirigeants actuels. Le Congo mérite mieux que cette politique extérieure, faite de jérémiades et de mendicité. J'ai donc la ferme conviction que le peuple congolais est capable aujourd'hui, comme en 1960, de vaincre les démons de la division. Qu'il est capable, aujourd'hui, comme au cours de la décennie quatre-vingt-dix, de vaincre la tyrannie et la tentation du pouvoir absolu. Qu'il est capable aujourd'hui, comme en 2003, de prendre le dessus sur ce qui nous divise, et de mettre fin à la violence armée qui oppose ses enfants. Pour y parvenir, chacun doit jouer sa partition. Je m'engage à jouer la mienne». Le 27 mai 2025, quatre jours après la

diffusion par les médias de ce discours, je postais un texte sur mon compte X (ex-Twitter).

Le voici : « J'aurais été @kikayabinkarubi @NehemieMwilanya @RamazaniShadary pour @josephkabila01, j'aurais proposé un discours à la Mandela : « On m'a tout renié : mon père, ma femme, mes enfants, ma sœur, mon Église, mon pays, pour le Congo, je tends la main à Félix ». Il aurait été applaudi», @kkmtry. Quel succès pour ce texte : 25.000 vues (24,4k) en quelques heures. Le même 27 mai, peu avant, j'avais posté le texte ci-après : « Plutôt que de faire une énième guerre à son pays, malgré son « à bientôt » de Windhoek en 2018 dit à ses pairs, j'attendais de l'ex-Président une énorme surprise le rapprochant du chemin de la nécessaire paix voulue par @POTUS qui marquerait l'Histoire. Malédiction ou abomination? », @kkmtry. Et, pour être plus complet, plus d'un mois avant, le 19 avril, quand les rumeurs se faisaient de plus en plus fortes sur le retour par Goma de l'ancien président, j'avais posté le texte que voici : « Qu'un ex-Président de la République resté deux ans hors du pays qu'il a dirigé pendant deux décennies, regagne ce pays par une porte occupée par une armée étrangère, interpelle sur ses nouvelles convictions. J'ai hâte à entendre sa communication annoncée par ses services », @kkmtry. Quand il a pris la parole le 23 mai, il n'y avait plus le moindre doute sur les intentions de l'ancien président. Tel qu'il l'avait annoncé à ses pairs à Windhoek en 2018 en leur disant « à bientôt », Kabila était déterminé plus que jamais de retrouver son trône. La guerre était ouverte avec son successeur, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. À chacun de se tenir prêt.

D. DADEI ■

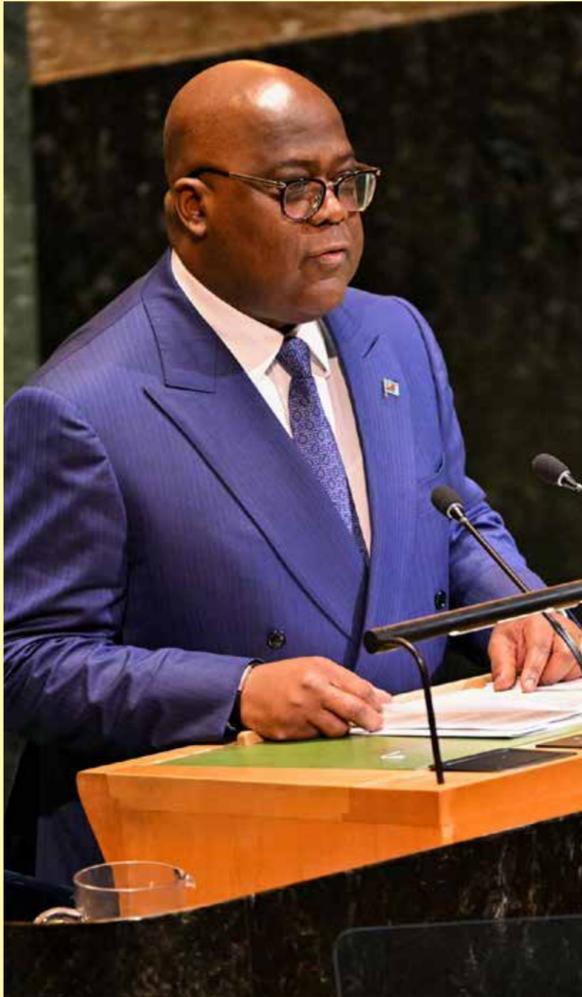
# Le discours du président Tshisekedi aux Nations Unies

**C**i-après en intégralité le discours prononcé le mardi 23 septembre 2025 à New York, au siège des Nations Unies, par le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo devant la 80ème session ordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Madame la Présidente, Monsieur le Secrétaire général, Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement, Distingués délégués, Mesdames et Messieurs, Je voudrais, avant toute chose, adresser mes vives félicitations à Madame Annalena Baerbock pour son élection à la présidence de la 80ème session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies. Son leadership et son attachement au multilatéralisme seront déterminants pour la réussite de nos travaux.

Je saisis également l'opportunité que m'offre cette tribune pour rendre un hommage appuyé à son prédécesseur, Son Excellence Monsieur Philémon Yang, dont l'engagement et le dévouement ont marqué la précédente session. Enfin, je réaffirme la pleine confiance de mon pays dans l'action du Secrétaire général des Nations Unies, Monsieur António Guterres, pour ses efforts constants visant à renforcer notre Organisation et à promouvoir des solutions aux défis qui menacent la paix, la sécurité et la prospérité dans le monde, en particulier dans la région des Grands Lacs d'Afrique, dont fait partie la République démocratique du Congo.

Madame la Présidente, Je salue la pertinence du thème retenu pour cette 80ème session - « Mieux ensemble : plus de 80 ans au service de la paix, du développement et des droits humains ». Il met en lumière huit décennies d'efforts conjoints d'une Organisation vouée à la paix, au développement et au bien-être universel, fondée sur une promesse indéfectible de sécurité collective. Le 80ème anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, garante de cette sécurité depuis 1945, est l'occasion de



À New York, devant la 80ème AGO de l'ONU, le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a salué «le leadership du Président Donald Trump, qui a créé les conditions d'un dialogue ayant conduit, le 27 juin 2025 à Washington, à la signature d'un Accord de paix entre la République Démocratique du Congo et le Rwanda». DR.

réaffirmer les vertus d'un multilatéralisme efficace et de rendre hommage à l'idéal de paix, de dignité humaine et de solidarité entre les nations qui inspira ses fondateurs. Si l'Organisation des Nations Unies demeure un pilier de la régulation des relations internationales, de la prévention et de la résolution des conflits, ainsi que de la promotion des droits humains et des libertés fondamentales, elle est aujourd'hui confrontée à des défis systémiques qui éprouvent sa crédibilité et sa capacité d'action. Les profondes mutations de notre époque, notamment la persistance des conflits armés, le dérèglement climatique, les crises humanitaires récurrentes et les menaces transnationales protéiformes, nous rappellent que le multilatéralisme n'est plus une option, mais une exigence incontournable qui s'impose à nous. Nous restons convaincus que les réponses aux défis du XXIème siècle ne peuvent émerger que de solutions collectives, fondées sur la coopération,

la justice et la responsabilité partagée.

Madame la Présidente, À la suite de son élection en juin dernier, la République Démocratique du Congo s'apprête à siéger, au titre de membre non permanent, au Conseil de sécurité pour la période 2026-2027. Je réitère, au nom de mon pays, nos remerciements les plus sincères aux États Membres pour la confiance et la solidarité exprimées. Notre participation sera résolument constructive et holistique. Elle s'articulera autour de deux priorités indissociables : paix et sécurité, d'une part, et prévention et résolution des conflits, d'autre part. Nous entendons également contribuer activement à l'élaboration et à la mise en œuvre du Nouvel Agenda pour la paix, afin d'apporter, à la lumière de notre potentiel et de notre expérience, une impulsion à la réforme des opérations de maintien et de consolidation de la paix, ainsi qu'à l'adaptation du système de sécurité collective des Nations Unies.

S'agissant de la réforme du Conseil de sécurité, mon pays réaffirme la Position commune africaine, telle qu'énoncée dans le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte : l'Afrique doit bénéficier de deux sièges supplémentaires dans la catégorie des membres non permanents et de deux sièges dans celle des membres permanents, avec les mêmes droits - y compris le droit de veto -, les mêmes privilèges et les mêmes obligations que les membres permanents actuels. Forte de ses 54 États et de plus de 1,2 milliard d'habitants, l'Afrique ne saurait demeurer en marge des décisions qui engagent la paix et la sécurité internationales.

Madame la Présidente, Un autre axe prioritaire concerne l'exploitation illégale des ressources naturelles, l'une des causes majeures et persistantes des conflits. La République Démocratique du Congo entend placer au cœur du débat la gouvernance exemplaire de ses minerais stratégiques, afin d'en garantir l'exploitation dans le respect des principes de développement durable, de la souveraineté économique et du bien-être des populations. À l'échelle mondiale, rompre le lien toxique entre rentes minières et financement de groupes armés non étatiques exige une approche intégrée fondée sur : l'harmonisation des règles de diligence raisonnable et de traçabilité, de la mine au consommateur ; la transparence intégrale des chaînes d'approvisionnement et des bénéficiaires effectifs ; des mécanismes de contrôle et d'audit indépendants ; une coopération opérationnelle renforcée entre autorités douanières, judiciaires et financières ; des sanctions ciblées et effectives contre les trafiquants et leurs réseaux de facilitation ; et une lutte résolue contre la corruption, adossée à des normes de bonne gouvernance, à la publicité des contrats et à la traçabilité des paiements. Bien entendu, les dimensions droits humains et justice transitionnelle, ainsi que les agendas « Femmes, Paix et Sécurité » et « Jeunesse, Paix et Sécurité », demeurent indissociables de cette action. Leur prise en compte effective est la condition d'une paix juste, durable et inclusive.

Madame la Présidente, À la veille de la mise en

place de la Commission d'enquête indépendante décidée par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies sur les massacres perpétrés il y a quelques mois par nos agresseurs et leurs supplétifs dans l'est de mon pays, je lance un appel solennel à la communauté internationale : elle a le devoir moral et politique de soutenir cette démarche essentielle afin d'établir la vérité, rendre justice aux victimes et jeter les assises d'une paix durable, ancrée dans la mémoire et la responsabilité partagée.

Madame la Présidente, alors que la planète se réchauffe, que les marginalisations s'aiguisent et que les conflits se multiplient, le diagnostic qui avait inspiré, en juillet 2023, la vision du Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général demeure pleinement d'actualité. Le monde est désormais confronté à des crises multiformes et profondes ; les fondamentaux de la prévention se sont affaiblis ; et le droit international, jadis puissamment rappelé par la Charte des Nations Unies - qui enjoint les États à s'abstenir de recourir à la menace ou à la force -, est trop souvent bafoué. Notre système de sécurité collective en est ébranlé : il ne saurait survivre sans un sursaut de solidarité d'intérêts et de respect des règles. Dans ce contexte, la rhétorique guerrière regagne du terrain et l'on assiste, impuissants, au retour des vieux démons : agressions armées, guerres de prédation des ressources et de conquête d'« espaces vitaux », qui n'épargnent aucun continent. Tandis que la guerre entre Israël et le Hamas ravage la bande de Gaza - avec le risque d'une extension régionale -, et que se poursuit le conflit russo-ukrainien, d'autres foyers s'embrasent au Yémen, en Birmanie et en Syrie. Le conflit armé qui perdure dans mon pays en est une illustration tragique. Depuis trois décennies, la paix et la sécurité sont brisées à l'est de la République Démocratique du Congo. Cette guerre s'est muée en entreprise prédatrice : elle dépasse depuis longtemps les seules dimensions militaires ou géopolitiques ; elle vise à piller nos ressources, effacer notre mémoire collective et détruire nos communautés. Les conséquences sont désastreuses : des millions de morts, des fa-

milles décimées, près de sept millions de déplacés, femmes et enfants pris pour cibles, des villages rayés de la carte, des générations sacrifiées. Dans plusieurs régions de l'Est, tous les marqueurs d'un projet d'extermination sont réunis. Les Nations Unies elles-mêmes, à travers le Rapport Mapping, ont documenté l'ampleur des atrocités. Ce n'est pas seulement un conflit : c'est un génocide silencieux qui frappe le peuple congolais depuis plus de trente ans. En juillet dernier encore, plus de trois cents civils - dont quarante-huit femmes et dix-neuf enfants - ont été massacrés dans le territoire de Rutshuru par l'AFC/M23 avec l'appui des Forces de Défense du Rwanda. Ces crimes ne sont pas isolés ; ils s'inscrivent dans une continuité macabre. Je remercie les États Unis d'Amérique d'avoir pris l'initiative, le mois dernier, de convoquer une session extraordinaire du Conseil de sécurité pour examiner ces massacres documentés par Human Rights Watch. Pour mettre un terme à ce conflit, le Conseil de sécurité, par sa résolution 2773 du 21 février 2025, a notamment exigé le retrait du M23 des villes de Goma, Bukavu et de toutes les zones sous son contrôle, le démantèlement des administrations parallèles instaurées en violation de la souveraineté de la République Démocratique du Congo ainsi que la cessation de tout appui, direct ou indirect, au M23. Je salue, à cet égard, le leadership du Président Donald Trump, qui a créé les conditions d'un dialogue ayant conduit, le 27 juin 2025 à Washington, à la signature d'un Accord de paix entre la République Démocratique du Congo et le Rwanda. Cet Accord engage expressément Kigali à un retrait complet et vérifiable de ses troupes, et à la levée de ses mesures dites « défensives ». Il prévoit également le désarmement et l'intégration conditionnelle des groupes armés non étatiques au sein des Forces Armées de la République Démocratique du Congo et de la Police Nationale Congolaise, la mise en place d'un mécanisme conjoint de coordination en matière de sécurité, ainsi qu'un dispositif garantissant le respect de l'intégrité territoriale et l'arrêt des hostilités. Le retrait des

(Suite à la page 5).

# Aux Nations Unies, le Président congolais appelle à une paix juste, durable et vérifiable

(Suite de la page 4).

troupes rwandaises, la fin de leur appui au M23 et le retour de l'autorité de l'État congolais sur toutes les zones occupées constituent des conditions non négociables pour une paix véritable. Je demande aux Nations Unies de veiller à la stricte application de cet Accord, désormais indissociable de la mise en œuvre de la résolution susmentionnée. Tant que ces décisions ne seront pas exécutées, le sang des innocents continuera de couler.

Dans la même dynamique, la République Démocratique du Congo et l'AFC/M23 ont signé, le 19 juillet 2025, à Doha, une Déclaration de principes engageant les parties à œuvrer, de concert, à une solution pacifique. Je voudrais exprimer ma gratitude à Son Altesse l'Émir du Qatar, Sheikh Tamim bin Hamad Al Thani, pour son dévouement et son engagement en faveur de la paix en République Démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs. Je souhaite enfin exprimer ma haute appréciation pour la coordination assurée par Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, Président du Conseil des ministres du Togo, dans le cadre du processus de Lomé. Cette dynamique procède de la convergence des efforts du processus de Luanda, conduit avec constance par Son Excellence João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola et Président en exercice de l'Union africaine, et du processus de Nairobi, facilité par Son Excellence Uhuru Muigai Kenyatta, ancien Président de la République du Kenya. Ensemble, ces initiatives ont jeté les bases d'un mécanisme unifié de facilitation régionale. Un élan que nous comptons poursuivre pour préserver la cohésion continentale, renforcer la coordination entre les initiatives africaines et consolider un cadre d'action harmonisé afin de restaurer, de manière durable, la paix à l'Est de la République Démocratique du Congo.

Notre objectif demeure inchangé : obtenir une paix juste, durable et vérifiable - non une accalmie factice et éphémère qui, depuis près de trente ans, a trop souvent déçu l'espérance de notre peuple. Nous attendons de la communauté internationale qu'elle se tienne, avec constance et courage, du côté du droit. C'est à ce prix que la vérité l'emportera sur

l'impunité et que la paix redeviendra possible.

Madame la Présidente, Il convient de préciser que le processus diplomatique engagé avec toutes les parties au conflit n'exclut nullement la quête de justice et de réparation. Si le monde hésite encore à nommer notre douleur, nous n'attendrons pas. Nous en sommes les premiers témoins ; nous en serons les premiers artisans de justice. Mais nous avons besoin de votre solidarité, de votre soutien et du respect plein et entier du droit international. La République Démocratique du Congo ne sollicite ni charité, ni commisération : elle exige justice, vérité et dignité. Notre pays a tendu la main : nous avons signé des accords de paix, accepté le dialogue, pris des engagements pour la réconciliation. Mais une paix factice, bâtie sur l'impunité et l'oubli, n'est qu'un armistice précaire. L'histoire ne jugera pas nos discours, mais notre capacité à reconnaître les crimes de masse, y compris les génocides, et à mettre fin à l'impunité.

Madame la Présidente, La République Démocratique du Congo est un pays de vie, de richesses naturelles et de résilience humaine. Nous voulons contribuer à la paix mondiale, mais la paix commence par la reconnaissance de notre propre tragédie. J'adresse à cette Assemblée un appel solennel : reconnaissez le génocide congolais, soutenez notre combat pour la vérité et la justice, et aidez-nous à bâtir enfin une paix durable au cœur de l'Afrique. Nous demandons que les Nations Unies instaurent un régime de sanctions ciblées contre les auteurs des crimes économiques, mais aussi des crimes de guerre, crimes contre l'humanité et crimes de génocide commis à l'Est de mon pays, et qu'elles soutiennent toutes les actions visant à tarir les circuits illicites d'approvisionnement en minerais qui financent, depuis des décennies, la guerre et la tragédie humaines. Ces actions doivent être conduites avec l'appui de l'Union africaine, des Nations Unies et de nos partenaires au développement, en impliquant les États limitrophes, les entreprises qui achètent et transforment ces minerais du sang, les institutions financières par lesquelles transitent les flux, ainsi que les organisations de la société civile. Je le dis solennellement devant

cette Assemblée : la communauté internationale a le devoir moral et politique de reconnaître cette tragédie pour ce qu'elle est - un génocide - et d'agir en conséquence. Le silence et l'inaction face à ces crimes s'apparentent à une complicité. Nous demandons la mise en place immédiate d'une Commission d'enquête internationale, indépendante et dotée de moyens, pour établir la vérité, rendre justice aux victimes et rompre le cycle de l'impunité qui nourrit ce drame depuis des décennies.

Madame la Présidente, Le terrorisme demeure une menace grave pour la paix et la sécurité internationales : aucune région du monde n'est épargnée. Après l'Asie, l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord, ce fléau s'enracine en Afrique et déstabilise plusieurs sous-régions. Al-Qaïda au Maghreb islamique, bien que fragilisée par l'action internationale, conserve des capacités dans des zones grises et diffuse son influence. Boko Haram au nord du Nigeria et Al-Shabaab en Somalie maintiennent une emprise territoriale significative. En Afrique centrale, après les ravages causés par la Lord's Resistance Army (LRA) de Joseph Kony, le Nord-Est de la République Démocratique du Congo subit les exactions des Forces Démocratiques alliées (ADF), un groupe terroriste ougandais ayant fait allégeance à l'« État islamique ». Ces groupes extrémistes ont laissé derrière eux un lourd tribut humain et continuent de menacer la stabilité régionale. Membre de la Coalition mondiale contre Daech, la République Démocratique du Congo appelle les Nations Unies à s'engager plus résolument dans la mise en œuvre des recommandations de ladite Coalition et du Processus d'Aqaba, à savoir : le partage renforcé de renseignement, l'assèchement des financements, la lutte contre la propagande et contre les sanctuaires, ainsi que le soutien accru aux communautés victimes, dans le plein respect du droit international humanitaire.

Madame la Présidente, Face à l'urgence climatique, l'Accord de Paris demeure le cadre juridique essentiel pour la redevabilité des États en matière d'émissions et d'adaptation, afin de contenir le réchauffement à 1,5 °C. À ce titre,

la République Démocratique du Congo a adopté son Plan national d'adaptation 2022-2026. Nous nous sommes engagés à arrêter et inverser la perte de forêts et la dégradation des terres d'ici 2031, tout en promouvant un développement durable et une transformation rurale inclusive. Depuis décembre 2021, un ensemble de mesures soutient la restauration des paysages forestiers, notamment le Programme « Jardin scolaire » pour un milliard d'arbres à l'horizon 2030, destiné à renforcer la séquestration du CO2 et la résilience des écosystèmes. Nous saluons l'adoption de la décision 5/CMA.5 établissant de nouveaux mécanismes de financement, y compris le Fonds pour pertes et préjudices, afin de compléter les sources existantes et d'apporter des réponses concrètes aux pays les plus exposés. Forte d'un potentiel environnemental unique au monde, la République Démocratique du Congo se tient au cœur des solutions : elle est prête à mobiliser ses atouts naturels au service du climat global, à condition que les engagements financiers soient prévisibles, accessibles et à la hauteur des impératifs écologiques et humains.

Madame la Présidente, Permettez-moi d'aborder aussi la question des défis énergétiques et de la protection de nos écosystèmes en rappelant que le bassin du Congo abrite la deuxième plus grande forêt tropicale du monde - considérée par de nombreux scientifiques comme le premier puits de carbone terrestre - ainsi qu'un vaste réseau hydrographique dominé par le fleuve Congo, deuxième au monde par son débit. Ces ressources vitales sont gravement menacées par des activités destructrices - déforestation, exploitation illégale, pollution - souvent alimentées par des conflits armés récurrents, qui s'apparentent à de véritables crimes contre la nature. C'est pourquoi la République Démocratique du Congo soutient l'initiative portée par le Vanuatu, Fidji et Samoa visant à ériger, au plan international, l'ÉCO-CIDE en incrimination autonome pour sanctionner les actes illicites ou arbitraires causant à l'environnement des dommages graves.

Madame la Présidente, L'adoption du Pacte pour l'Avenir rappelle l'urgence d'accélérer la mise

en œuvre des Objectifs de Développement Durable à cinq ans de l'échéance de 2030. La République Démocratique du Congo a inscrit cet impératif au cœur de son action à travers le Plan national stratégique de développement 2024-2028, qui place l'homme congolais au centre des priorités et intègre les trois dimensions du développement durable - environnementale, sociale et économique. Ce plan s'articule autour d'orientations nettes, à savoir : consolider la sécurité et la gouvernance démocratique, moderniser les infrastructures et le climat des affaires, protéger l'environnement, et garantir l'accès aux services sociaux de base (eau, assainissement, éducation, santé). Le bilan demeure contrasté - seuls les ODD 12 et 13 paraissent encore atteignables d'ici 2030 - mais des progrès tangibles sont enregistrés : la gratuité de l'enseignement a permis à plus de cinq millions d'enfants de retourner à l'école ; la Couverture santé universelle élargit l'accès à des soins de qualité ; les politiques d'autonomisation des femmes réduisent les disparités socio-économiques. Ces acquis restent toutefois fragilisés par l'insécurité persistante dans l'Est du pays et par la vulnérabilité de notre économie face aux chocs exogènes. Notre économie doit donc se transformer pour devenir un levier de durabilité et de prospérité. Pays-solution face aux défis climatiques, mon pays entend valoriser ses forêts, sa biodiversité et sa biodiversité au sein d'une économie climatique orientée vers une croissance verte, résiliente et sobre en carbone. À cet égard, le projet Grand Inga - l'un des plus vastes complexes hydroélectriques au monde - incarne notre ambition et renforce le positionnement de la République Démocratique du Congo comme pays-solution : fournir une énergie propre et compétitive pour électrifier nos territoires, décarboner notre industrie, soutenir l'intégration énergétique régionale et ouvrir la voie à de nouveaux usages, dont l'hydrogène vert. Cette trajectoire s'appuie sur le développement de marchés carbone intégrés, l'attraction d'investissements responsables et la création d'emplois décents et de moyens de subsistance durables pour nos communautés. Il reste cependant un obstacle majeur : la contrainte financière. Le fardeau croissant de la

dette publique africaine, conjugué aux flux financiers illicites, réduit nos marges de manœuvre. Les besoins additionnels pour atteindre les ODD en Afrique sont estimés à 1.600 milliards de \$US ; dans le même temps, les sorties illicites de capitaux minent nos devises et notre stabilité macro-économique. D'où la nécessité d'une réforme urgente de l'architecture financière internationale afin de garantir aux pays en développement un accès juste et prévisible à des financements concessionnels, alignés sur leurs trajectoires nationales - y compris via une meilleure recanalisation des DTS, la capitalisation des banques multilatérales de développement, des facilités de liquidité contracycliques et une lutte renforcée contre les flux illicites.

Madame la Présidente, Depuis mon accession à la magistrature suprême de mon pays, la République Démocratique du Congo, j'ai impulsé à la conduite de la chose publique une dynamique nouvelle, intégrant systématiquement la dimension genre à tous les niveaux afin d'assurer une présence accrue des femmes dans les instances de décision. À titre illustratif, la part des femmes au sein du Gouvernement est passée de 17 % en 2019 à 32 % en 2025.

Madame la Présidente, Dans une approche stratégique et multisectorielle visant à mobiliser la jeunesse au service du progrès national, mon Gouvernement a adopté une Politique nationale de la jeunesse. Celle-ci consacre l'engagement de l'État à faire de la participation pleine et entière des jeunes à la vie de la Nation une priorité transversale, assortie d'objectifs clairs et mesurables.

Madame la Présidente, La République Démocratique du Congo aspire à la paix, à la justice et au développement. Elle est prête à agir, à vos côtés, pour une Organisation des Nations Unies plus forte, plus inclusive et plus juste. Forte de ses atouts humains, naturels et stratégiques, mon pays entend les mettre au service d'un avenir meilleur pour les générations futures et de notre maison commune, la planète Terre. Que Dieu bénisse l'humanité et nous accorde la grâce d'une paix véritable et durable entre toutes les nations du monde.

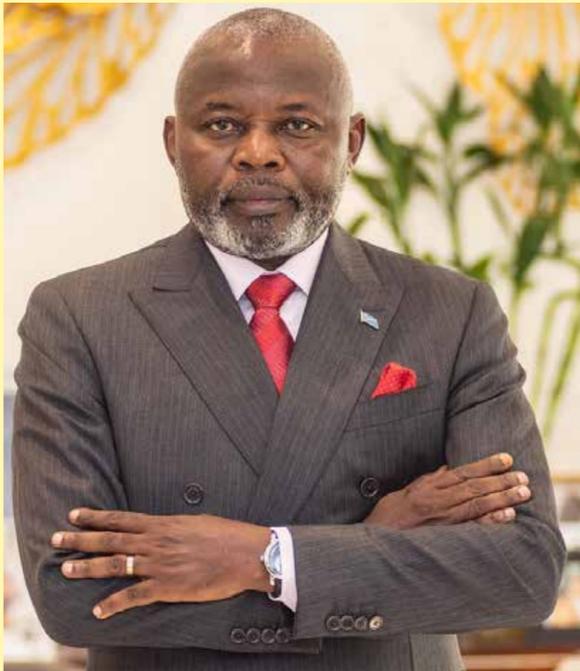
*Je vous remercie.*

# Il avait tout il suffisait de

Extrait d'une Histoire du Congo, de Mobutu à Tshisekedi, Ce que je sais, éd. Paris, par le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba.

**C**ela lui arrive pour la 9<sup>ème</sup> fois. Pourquoi cela touche-t-il Vital Kamerhe Lwa-Kanyiginyi Nkingi ? Extrait d'une Histoire du Congo, de Mobutu à Tshisekedi, Ce que je sais (à paraître) éd. Paris, par Tryphon Kin-kiey Mulumba.

J'ai rencontré Vital Kamerhe Lwa-Kanyiginyi Nkingi pour la première fois en 2002 à Sun City. Dans cette magnifique cité touristique d'Afrique du Sud se tient le Dialogue inter-congolais. Kamerhe, un homme de contacts et de réseaux. Un homme captivant. Un vrai séducteur. L'assassinat à Kinshasa le 16 janvier 2001 du président Laurent-Désiré Kabila change tout au Congo. Après sa prise du pouvoir le 17 mai 1997, Laurent-Désiré Kabila se sépare en juillet 1998 de ses alliés militaires régionaux rwandais et ougandais principalement. Ceux qui l'avaient aidé dans la guerre et qu'il avait incorporés dans l'armée nationale et dans les services de sécurité. A-t-il signé son arrêt de mort ? La mort le surprend alors qu'il se trouve en séance de travail à son bureau quand son garde du corps Rachidi Kasereka arrive et l'abat. Tant qu'un procès n'aura pas eu lieu, il sera difficile de savoir qui a commandité cet assassinat et pourquoi d'autant que le jeune soldat qui a porté ce coup fatal a été abattu peu après par Eddy Kapend, l'aide de camp du président. Mais le renvoi dans leurs pays de soldats rwandais et ougandais donne naissance à une nouvelle rébellion. L'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Zaïre, Afdl, a passé la main à l'Est au Rassemblement Congolais pour la Démocratie, RCD, appuyé par le Rwanda et, au Nord c'est le Mouvement de Libération du Congo, MLC, soutenu par l'Ouganda qui prend place. Les deux rébellions occupent peu à peu plus de 50%



Vital Kamerhe Lwa-Kanyiginyi Nkingi. DR.

du territoire national. Elles mettent en place des structures de collecte d'impôts. S'il passe pour celui qui a donné naissance à cette deuxième guerre, Laurent-Désiré Kabila s'érige en même temps en obstacle à toute solution de paix. Il rejette tout accord de paix dont celui de Lusaka signé le 10 juillet 1999 par notamment l'Angola, la Namibie, le Rwanda, l'Ouganda, le Zimbabwe visant à mettre fin à la deuxième guerre du Congo.

**UN DUO DE RÊVE.** Avant le coup fatal de Rachidi Kasereka, plusieurs tentatives d'attentats sont déjouées mais la situation du pays ne cesse de virer au chaos. Dans la capitale, la pénurie de carburant s'installe, le dollar - la devise la plus consommée - devient introuvable, un rapport de l'ONG américaine Rescue Committee fait état de 2,5 millions de morts dans le pays, de 2 millions de déplacés internes, de 1 million de personnes privées de toute aide humanitaire. Alors que la perspective d'une mise du pays sous tutelle internationale paraît de plus en plus possible, la mort du président a ouvert une nouvelle page. Commandant en chef de l'armée de terre, son fils, Joseph, âgé de trente

ans, est choisi pour succéder à son père. Les proches du défunt le présentent comme le seul homme à même d'assurer le consensus et de trouver le compromis. Joseph Kabila annonce des mesures qui vont dans le sens de ce qu'attend l'Occident rejoint par la sous-région : libéralisation de la circulation des devises, loi sur les investissements, abolition des prérogatives de la très redoutée Cour d'ordre militaire, liberté de fonctionnement des partis politiques, ouverture du dialogue inter-congolais avec la levée des obstacles dressés à la mission de l'ancien président botswanais Ketumile Masire désigné médiateur par l'Union Africaine, etc. Après une audience de quatre heures accordée à l'ambassadeur américain, Joseph Kabila est invité par le président George W. Bush à Washington. En se rendant aux États-Unis, le jeune président s'arrête dans deux capitales clés : Paris à l'invitation du président Jacques Chirac et Bruxelles où le premier ministre belge Guy Verhofstadt le reçoit. Partout tapis rouge. Washington, Paris, Bruxelles qui avaient mis à l'index Laurent-Désiré Kabila veulent donner sa chance à son successeur. Ces trois capitales appellent le jeune pré-

sident à mener son pays à la paix qui passe par un dialogue préalable que l'Afrique du Sud accepte d'accueillir et de financer. À ce dialogue, le professeur Guillaume Samba Kaputo, docteur en science politique qui, sous Mobutu, a été plusieurs fois gouverneur dans plusieurs provinces et ministre, passe pour le plus qualifié des Katan-gais qui entourent le jeune président. Guillaume Samba Kaputo forme avec Vital Kamerhe Lwa-Kanyiginyi Nkingi un duo de rêve à la tête de la délégation gouvernementale. Samba Kaputo est conseiller spécial du président en matière de sécurité. Commissaire général adjoint du gouvernement chargé des relations avec la mission onusienne MONUC, puis commissaire général du gouvernement chargé du suivi du processus de paix dans la région des Grands lacs, Kamerhe est à Sun City dans son rôle. Il se fait appeler « l'attaquant de base et de pointe » pour sa virulence contre une délégation de la rébellion du RCD-Goma déplorable. J'ai rencontré Kamerhe plus tard à Kigali où je séjourne au lendemain de la signature le 16 décembre 2002 à Pretoria de l'Accord global et inclusif mettant fin au dialogue de Sun City. Après que j'ai fait mes adieux au RCD-Goma après les massacres de policiers congolais perpétrés à Kisangani que j'ai dénoncé avec virulence, j'ai regagné la Belgique où j'ai trouvé refuge. Le Rwanda est à la veille d'une campagne électorale quand je me trouve à Bruxelles, à l'hôtel Hilton (aujourd'hui The Hotel), face à une délégation de haut niveau dépêchée par le Gouvernement rwandais. Elle m'assure que le Gouvernement rwandais regrette que j'aie quitté le RCD-Goma alors que j'aurais pu occuper une importante charge dans l'équipe gouvernementale mise en place à Kinshasa après le dialogue. Elle m'explique que le Rwanda prépare des élections. Le pays a besoin d'être « accompagné » par un homme des médias, un professionnel qui dispose d'une expé-

rience politique avérée. Une phrase me retient fortement : « Finalement, nous avons compris à Kigali que le Rwanda est un pays francophone. Il nous faut nous adresser au pays en français ». Si je demande le temps de réflexion, j'ai déjà pris ma décision. Le Rwanda est un pays voisin à l'Est de mon pays. Deux guerres qui ont chassé deux présidents à l'Ouest, à Kinshasa sont venues de l'Est. L'Est demande à être mieux connu et mieux compris par un homme politique de l'Ouest. Retourner sur le continent, à la frontière Est de mon pays, m'aiderait à mieux comprendre et mieux maîtriser nombre de phénomènes qui assaillent le Congo et la sous-région. Je me rends au Rwanda où je renforce mes équipes de travail avec des collaborateurs dont certains venus de Kinshasa. Nous sommes en 2004. À Kigali, Kamerhe que je rencontre dans une salle d'attente de la résidence officielle du président rwandais, faisait partie, avec Augustin Katumba Mwanke, d'une délégation officielle dépêchée par le président Kabila auprès de Paul Kagame. À ce Palais d'Urugwiro en plein centre de Kigali où je mets mes pieds pour la première et la dernière fois sans y voir son locataire, je m'aperçois que les Rwandais ont voulu me montrer que les communications entre Kinshasa et Kigali sont actives. Nous sommes au lendemain du massacre du 13 août 2004 des réfugiés Tutsis Banyamulenge au camp de transit de Gatumba, au Burundi, près de la ville d'Uvira. Le bilan est tragique : 160 Tutsis Banyamulenge pour la plupart des femmes et des enfants tués à la machette, à l'arme automatique, brûlés vifs, des corps mutilés, décapités par des combattants qui tapaient sur des tambours et chantaient « alléluia » ; plus de 100 blessés. Le FNL, les Forces pour la Libération Nationale du Burundi, revendique ce massacre auquel, selon certaines sources, des Interahamwe rwandais ont pris part. Ce massacre fragilise le

processus de paix. Le Rwanda et le Burundi menacent d'envoyer des troupes au Congo afin d'en poursuivre les auteurs. La rébellion Tutsie Banyamulenge de Laurent Nkunda promet de renverser le gouvernement de Kinshasa qui « massacre son propre peuple ». Kinshasa réagit qu'il opposera une réponse « si les troupes rwandaises et burundaises franchissent la frontière ». Le Conseil de sécurité des Nations Unies, l'Union Africaine, la SADEC, etc., appellent toutes les parties à faire montre de retenue et à prendre les mesures nécessaires en vue de prévenir toute détérioration de la situation dans la région. Il faut renouer les contacts. Kamerhe qui a, depuis, pris le nom de « Le pacificateur », est à l'œuvre même si certains lui refusent cette appellation. Lui qui, pour être, pour rester, pour perdurer, a nargué tout et tout le monde. Lui qui a livré les batailles les plus féroces. Même contre ce Rwanda, pays qu'il connaît le mieux, dont il se dit le plus proche, dont il parle la langue, qu'il a retrouvé le 13 mars 2019 après la victoire à la présidentielle de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Lui qui est revenu à Kigali le 26 mars 2019 aux côtés du Président de la République. Toujours avec la même chaleur. Augustin Katumba Mwanke avait prédit un destin funeste à Kamerhe. Un destin qui paraît tant hanter cet homme. Samedi 20 juin 2020, à la chambre foraine de la prison centrale de Makala, un jugement est tombé : vingt ans de travaux forcés, dix ans de non-éligibilité après l'accomplissement de la première peine. Au total : une peine de trente ans. Outre la confiscation des fonds et des biens meubles. Une catastrophe ! Comment cet homme en est-il arrivé là, lui qui a tout été, a fait tant rêver ? Comment en est-il arrivé à cet exploit ? Il y a une opinion pour contester le verdict, croire à un procès politique.

(Suite à la page 7).

# L'homme qui parlait librement

(Suite de la page 6).

Augustin Katumba Mwanke avait eu l'honneur, me dit-il, de me recevoir en tête-à-tête deux fois. Deux jours durant d'affilée. Une première fois à son minuscule bureau officiel de deux bâtiments qui sont des salles de classe désaffectées d'une concession privée de Procoki cédée à l'AMP, l'Alliance de la Majorité Présidentielle. Quatre heures durant. Une seconde fois, le lendemain, à quelques encablures de Procoki, à nouveau quatre heures, dans une autre minuscule pièce qui lui servait de bureau dans une petite bâtisse contiguë de son habitation, non loin de la Jewels International School of Kinshasa, l'école indienne de Kinshasa. La première fois, le tout puissant «Vice-président de la République» sinon «le Président de la République en personne» - ainsi l'appellent les chancelleries - vissé dans un fauteuil quelconque, fond en larmes devant moi quand il évoque la mort de Guillaume Samba Kaputo en août 2007. Une mort survenue en Afrique du Sud, officiellement, des suites d'un arrêt cardiaque. Puis, il m'annonce sa décision de quitter son poste de Secrétaire exécutif de l'Alliance de la Majorité Présidentielle, AMP. « Prof, je n'en peux plus avec ces traîtres qui siègent au Bureau politique » de l'AMP, me dit cet homme trop puissant mais aussi trop détesté au point où quand il perd la vie, en février 2012, dans un mystérieux crash aérien survenu à l'atterrissage d'un jet privé, sur la piste de Kavumu, à Bukavu, au Sud-Kivu, à bord duquel il avait pris place, ses amis ne veulent pas laisser son corps passer une nuit dans la capitale, Kinshasa. Déjà, quand cette nouvelle avait été annoncée à ce Bureau politique réuni à Kingakani, nul de la trentaine de convives qui s'y trouvaient n'avait fait montre d'une quelconque émotion. Réunis autour de Joseph Kabila à sa ferme, tous s'étaient contentés du repas auquel ils avaient été conviés avant de reprendre le chemin retour alors que le président affligé s'était isolé. Un parfait débarras nul doute.

Son corps transféré le surlendemain à Kinshasa, une stricte et courte séance a suffi au Palais du Peuple. Son vieil ami Évariste Boshab Mabudj adresse, sur les marches du siège du parlement, une violente oraison funèbre contre la classe politique kinoise avant que le corps ne soit aussitôt exfiltré dans la plus grande discrétion vers l'aéroport. Direction Lubumbashi avant Pweto, sa ville où il repose. Boshab est de toutes les étapes.

## IL AFFRONTA LE SPHINX.

À Kinshasa, il n'y avait aucune de ces éternelles séances d'adoration des morts reconnus qui se déroulent dans le lobby du Palais du Peuple, lors des veillées mortuaires, avec le défilé de différentes couches du pouvoir devant le corps et la succession des cultes. Ce jour-là, j'avais préparé une gerbe de fleurs à poser sur le cercueil de celui qui fut souvent un voisin de strapontin lors des plénières de l'Assemblée nationale. Mais cette séance de gerbes de fleurs ne fût pas au programme. Le jour de la rencontre dans la concession de Procoki, Augustin Katumba Mwanke m'explique que la politique c'en était fini pour lui. Que désormais, il avait décidé de consacrer sa vie à protéger « le Chef, le Raïs ». Il ne voulait plus se mêler des hommes politiques... « Je dois protéger le Raïs. Car Vital vient de tuer Guillaume. Il ne va pas manquer d'éliminer le Chef... Je ne peux pas accepter ». Face à une telle grave accusation, je perds ma voix. Comment Kamerhe, président de l'Assemblée nationale, aurait donné la mort au conseiller spécial du Président en matière de sécurité ? « Vital a mis Guillaume dans un tel état que Guillaume a fini par craquer. Mais, Vital va marcher à pied dans cette ville, ici à Kinshasa. Croyez-moi... » ! Des phrases qui glacent le sang, répétées à l'envi. À nouveau, pourquoï et comment Kamerhe aurait-il agi pour faire « craquer » un conseiller spécial du Président en matière de Sécurité ? En même temps, comment un homme, fût-il Katumba Mwanke, peut-il prédire l'Enfer à un autre

homme et, en plus, à un acteur politique majeur ? Qui est-il pour prophétiser un tel destin funeste à un autre ? Face à cette éminence grise incontournable du Président, je ne fais qu'écouter. Plus tard, en réfléchissant, j'essaie de comprendre sur ce qui a pu se passer entre Vital et Guillaume. Vital avait-il pris Guillaume la main dans le sac avant de lui faire du chantage, de le traîner dans la boue ? Au lendemain du Dialogue de Sun City, Guillaume aurait-il empêché Vital à prendre l'une des quatre vice-présidences du régime 1+4 qui revenait, dans le fameux «partage équitable et équilibré», à la plateforme Gouvernement, préférant la confier à un homme de l'Ouest, l'ami des années noires du père disparu, Abdoulaye Yerodia Ndombasi ? Pendant ces tours de passe-passe, Kamerhe qui avait co-présidé la délégation gouvernementale au dialogue de Sun City, avait dû se retrouver de justesse dans ce partage contraint de se contenter d'un maroquin de bas niveau, le ministre de l'Information et de la Presse qu'un ancien journaliste de radio résidant en Afrique du Sud, Barnabé Kikaya Karubi, avait sportivement accepté de céder. Mais Katumba a plus d'arguments à me faire entendre. « Vital était des nôtres, m'explique-t-il. Il était prévu qu'il succède au Chef (dont le mandat arrivait à terme avant d'être miraculeusement prolongé, ndlr). Vital le savait. Il n'avait qu'à travailler et à attendre son tour. Le poste lui revenait de droit. Il a tout gâché. Il a commencé par tuer Guillaume. Il ne restait qu'à éliminer le Chef. Ça, je ne peux l'accepter... ». Je l'écoutais longtemps longuement, sans réagir sauf pour dire à cet homme de petite taille, physiquement frêle, qui s'asseyait sur la dernière rangée de l'hémicycle, que nombre de ses collègues à l'Assemblée nationale ne connaissent pas tellement qu'il n'avait jamais pris la parole une seule fois, et qui n'attire pas de regard quand il passe dans les travées, que s'il voulait « vraiment protéger le Président », il n'avait pas à quitter son poste de Secrétaire général du Bureau politique de

la Majorité Présidentielle, une structure qui enferme de grosses pointures susceptibles de faire mal à tout moment. Au contraire, il devait garder ce poste, travailler en interne à changer ceux qui y siègent, faire bouger les lignes de sympathie auprès de ce cercle et auprès des Congolais qui ne connaissent pas son Chef. Katumba ne m'avait pas entendu. Il ne se passa pas une semaine qu'il officialisait son départ. L'annonce en fut faite un jour de décembre 2009 par son adjoint, un homme aux ordres, un Mobotiste repent, Louis Alphonse Koyagiabo Ngbase te Gerengbo qu'il désignait à sa succession mais dont l'avenir politique sera trop étrangement bref. Si Koyagiabo, Vice-premier ministre en charge des PTNTIC dans le Gouvernement Muzito, du 11 septembre 2011 au 6 mars 2012, dont j'ai repris la main, avant d'assurer l'intérim du Chef du Gouvernement, du 7 mars au 9 mai 2012, à l'élection de Muzito comme député, avait succédé le 10 juin 2013 comme vingt-huitième Gouverneur du Grand Équateur, à l'ex-abbé Jean-Claude Baende Etafe Eliko combattu comme jamais par l'élite politique de sa province, l'homme connu dans l'affaire du massacre du campus de Lubumbashi du temps où il fut gouverneur du Katanga sous Mobutu, ne prit jamais ses fonctions à Mbandaka. Deux mois plus tard, en septembre, il fut foudroyé par une maladie inconnue. Hospitalisé à Kinshasa, évacué en Afrique du Sud, il meurt le 14 décembre 2014 à Johannesburg. Avec l'épilogue le 20 janvier à la prison de Makala du premier procès anti-corruption et de détournement des deniers publics qui a vu la condamnation d'un homme à vingt ans de travaux forcés et à dix ans d'inéligibilité, la prédiction de Katumba Mwanke est-elle en voie de se réaliser huit ans après la disparition de celui qui fut l'homme fort de la Kabilie et qui reste une référence aujourd'hui pour certains ? Co-fondateur du parti présidentiel PPRD dont il fut le premier Secrétaire général de l'histoire, Kabila lui confie en 2006 la direction de sa cam-

pagne présidentielle. Au lendemain du triomphe électoral, Kamerhe se voit tout refuser mais parvient miraculeusement à enlever la présidence de l'Assemblée nationale par un vote massif des députés du PPRD et des opposants. Poussé à la porte de sortie trois ans plus tard par ses mêmes camarades du PPRD pour avoir critiqué l'appel fait par Kabila aux troupes rwandaises de venir au Congo se battre aux côtés des forces loyalistes contre des mouvements armés, Kamerhe se maintient à son poste trois mois durant mais doit abandonner son marteau quand ses coéquipiers s'éloignent de lui et démissionnent en bloc. S'il broie du noir, Kamerhe organise son rebond. Il crée une année plus tard en décembre 2010 son propre parti politique, UNC, l'Union pour la Nation Congolaise, avant de se porter candidat à la Présidentielle du 28 novembre 2011. Les chiffres officiels de la Commission Électorale Nationale Indépendante, CÉNI, lui accordent 7,74 % des voix. Résultat dont il se dit fier. Il a affronté l'opposant de tous les temps, Étienne Tshisekedi wa Mulumba appelé aussi « le Sphinx ». Il a refusé de former avec lui un ticket hostile à son ancien mentor Kabila dont il conteste néanmoins la victoire, reconnaissant celle du « Sphinx » arrivé second, selon la CÉNI. Qu'importe ! Celui qui, en politique, a fait ses premières armes au Frojemo (Front des jeunes mobotistes du MPR-parti-État) et que des camarades du campus de Kinshasa accusent d'avoir joué un rôle d'« informateur » des services de sécurité, rejoint en 1983 les jeunes partisans de l'UDPS d'Étienne Tshisekedi. Quand le régime Kabila fait face à une crise politique sans précédent et prépare un « glissement » de mandat, Kamerhe prend la tête d'un groupe de personnalités de l'opposition qui participe en septembre et en octobre 2016 à un énième dialogue, celui de la Cité de l'Union Africaine boycotté par toutes les têtes couronnées de l'opposition occupées à une grande rencontre qui ouvre ses travaux en juin 2016 à Genval dans

une banlieue cossue de Bruxelles. Kamerhe s'était laissé convaincre par le médiateur de l'Union Africaine, le Togolais Edem Kodjo que Kabila lui donnerait la direction du Gouvernement qui en sera issu mais ce poste va à l'un des membres de sa délégation. Le 17 novembre 2016, l'ex-UDPS Samy Badibanga Ntita est nommé Premier ministre contre toute attente. Kamerhe est littéralement effondré ! Mais la crise perdure et, face à son ampleur, les évêques catholiques ayant activement saisi la rue, réclament un plus large consensus... Très fortement contesté par l'opposition, Kamerhe monte néanmoins en puissance, rallie le dialogue des ecclésiastiques. Le dialogue du Centre inter-diocésain qu'a rejoint le Rassemblement de Genval qui donne lieu à l'Accord de la Saint-Sylvestre. Mais, à nouveau, le 18 mai 2017, Kamerhe loupe la primature. Si l'Accord de la Saint-Sylvestre désigne Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo comme futur Premier ministre à nommer par le président, rebelote, la Primature va à un autre ex-UDPS, Bruno Tshibala Nzenzhe. Kamerhe a beau aller à des dialogues et concertations, rien ne marche pour lui. Marquée au fer rouge par Katumba Mwanke ? La forteresse ne s'ouvre pas pour Kamerhe même s'il entretient de bonnes relations avec des membres de la famille biologique du président. Qui a dit que les carottes peuvent être cuites en politique ? Certes, les carottes peuvent être cuites, elles ne le sont néanmoins pas pour tout le monde. En tout cas pas pour des acteurs de trempe. Car voilà qu'une présidentielle se prépare fiévreusement et que tous « aujourd'hui plus que jamais », font bloc contre Kabila. Fayulu, Bemba sorti de prison à La Haye, Moïse Katumbi Chapwe, etc. Ces deux derniers interdits de course par une CÉNI aux ordres. Katumbi fut très proche de Katumba. Il n'a pas oublié Kamerhe. Cet « étranger » - venu de Kinshasa - qui, dans la ville de Lubumbashi où Katumbi est un monarque absolu, ose

(Suite à la page 8).

# Quel sort attend Kamerhe demain

(Suite de la page 7).

l'affronter publiquement et l'humilier sur ses terres ! Président de l'Assemblée nationale élu fin décembre 2006 et qui doit encore faire ses preuves, Kamerhe atterrit sur la piste de la capitale du mondiale du cuivre et du cobalt. Il a été désigné pour représenter le Président de la République aux festivités de l'indépendance le 30 juin 2007.

Ce Kamerhe du lointain Kivu estime qu'il lui revient à lui et à nul autre, à son titre de représentant personnel du Président de la République, non de se précipiter à aller s'asseoir à la tribune d'honneur, mais de passer les troupes en revue, d'être accueilli par le gouverneur au pied de la tribune au terme de ce passage des troupes. Un air déjà de Président... avant l'heure ! Le roi du Katanga oppose un refus catégorique.

## IL AFFRONTÉ LE ROI SUR SES TERRES.

Le début des cérémonies attendra tant que l'accord n'aura pas été trouvé entre les deux hommes. Le roi reste dans son palais, attendant un règlement de la crise. Spécialiste de la parade, Kamerhe s'éloigne. Il fait intervenir le Président de la République. Députés et membres de la délégation, avec Augustin Katumba Mwanke qui fut gouverneur ici sous Mzee, nous assistons inquiets à la bagarre. Quand Moïse apparaît, debout, dans la limousine réhabilitée ayant appartenu autrefois à l'autre roi du Katanga, l'autre Moïse (Tshombe), nul ne sait comment l'affaire s'est négociée.

Dans la course pour cette présidentielle de novembre 2018, Kamerhe a réussi un autre exploit : se faire adouber aux diverses rencontres anti-Kabila qui recherchent, sous une médiation internationale, un candidat commun susceptible d'affronter avec succès le dauphin de Kabila, les pays de la région, reprenant des thèses occidentales (l'Amérique de Trump veille, elle, qui a fait venir à Kinshasa sa représentante aux Nations Unies Nikki Haley revêtue d'un titre d'envoyée spéciale de Trump avec un message sans équivoque) ont juré de ne



Augustin Katumba Mwanke. DR.

plus voir Kabila tenter de se succéder à lui-même. L'initiative qui consiste à faire barrage à Kabila ou à un quelconque membre de son cercle, est menée par un team d'organisations sud-africaines qui, soudain, se trouve en rupture de fonds. Qu'importe ! D'autres milieux anti-Kabila - le collectif des miniers très décidés - prennent la relève, mettent la main à la poche et, début novembre 2018, la rencontre de Genève a lieu. Attiré dans les filets, Kamerhe n'est pas au bout de ses peines. Le séducteur hors pair n'a vu venir aucun coup quand il lui est assuré que c'est lui et lui seul qui serait désigné candidat commun. Par un curieux vote - en l'espèce, tout sauf un mode de sortie de crise - ce candidat sera l'homme le plus faible du groupe, Martin Fayulu Madidi qui a promis que s'il était élu Président, il organiserait des nouvelles élections dans les deux ans de son pouvoir et s'en irait. Pour le remettre à ses mentors que la CÉNI a, à tort ou à raison, invalidés ! Plébiscité président du Rassemblement après le décès de son père, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo qui aurait dû logiquement lever cette candidature commune, a aussi été roulé dans la farine. Colère et deuil parmi ses proches qui n'avaient jamais envisagé une autre candidature que la sienne et qui annoncent, bien avant que la nuit ne tombe, ce même 11 novembre 2018, le retrait de l'accord de Genève et,

aussi incroyable que cela, Kamerhe qui a senti le vent souffler, l'a rejoint. La donne a changé. Ainsi naît, le 23 novembre, à Nairobi, sous l'égide du président kenyan Uhuru Kenyatta, la plate-forme électorale CACH, Cap pour le Changement, que consolident à Kinshasa, des personnalités clés et qui va porter Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo au pouvoir. Kamerhe a-t-il sous-estimé le fils du Sphinx que des observateurs disent qu'il porte 90% de l'ADN politique de son père ? A voir sa posture après sa nomination comme Directeur de cabinet du Président de la République, tout porte à le croire. A la Cité de l'Union Africaine où le Président a élu domicile, le Chef de l'État n'a pas accès à ses appartements et ne peut en sortir sans être vu, approché, voire invité par ce DirCab très entreprenant qui a démenagé lui aussi du Palais de la Nation et a pris ses quartiers dans un salon de la cité de l'UA qui donne aux appartements présidentiels. Là, il fait défiler en nombre ses premiers invités. Des dirigeants d'entreprises publiques et privées qu'il raccompagne à la sortie du bâtiment, comme s'il était le maître des lieux. Cela dit, c'est certainement signe de classe apprécié. Si le DirCab n'est pas une entité constitutionnelle, cela ne l'empêche pas d'affréter des jets privés avec femme et enfants et de poster au monde des photos du paradis. En public, il prend la main ou tient l'épaule du Président et le message est

sans équivoque : à la Présidence de la République, il y a un couple...

De même, il se dispute sinon cette présidence, du moins, la présence avec le Chef de l'État, faisant de l'officier d'ordonnance l'homme qui a mission de protéger le couple, le Président et son DirCab. Dans la ville haute, on s'alarme et le protocole se fait incendier à chaque fois que l'avion présidentiel atterrit et que le Président emprunte la passerelle non avec le militaire dans le dos mais avec le DirCab comme si le garde du corps armé se trouvait là pour assurer la protection des deux hommes. Quand il sent que le couple, dans la perception publique, bat de l'aile en voyant le Président ne plus l'associer à des événements, Kamerhe monte au front des médias, affirme qu'il n'est pas un DirCab « comme un autre ». « Je suis d'abord le partenaire du Président de la République ». Quand la suspicion s'enfle, il pousse le dysfonctionnement jusqu'à produire, devant caméras, le drapeau du pays planté, un compte-rendu d'une rencontre ayant réuni loin des ors de la République, le Président et son prédécesseur... Le message est le même qui passe auprès des partenaires : admirez cette proximité et tirez-en les conclusions qui s'imposent. « Je ne l'ai jamais retoqué et il ne m'a jamais retoqué... », assure-t-il.

Lors de la publication fin août 2019 au petit matin du gouvernement Sylvestre Ilunga Ilunkamba, il s'est planté à gauche du porte-parole, les yeux

collés sur une copie de l'ordonnance présidentielle, s'assurant, lui-même, que la lecture est bien faite. Quel message cherche-t-il à passer ? Ce CACH légitimé qui a porté le fils du Sphinx au pouvoir, n'a pu exister du fait de Kamerhe, dont le nom revient de temps à temps dans certaines bouches, n'a jamais été en réalité rien d'autre que l'ombre de lui-même. Plus tard, ce sera le même clash avec le fameux PCR, Pacte pour un Congo Retrouvé, présenté en grande pompe, le 24 janvier 2024, dans l'énorme salle Le Capitole de l'hôtel 5 étoiles Kin Plaza Arjaan by Rotana, sorti d'on ne sait quel cerveau mais qui réunit plusieurs regroupements politiques et semblait porter un projet et qui vole en éclats le soir de son annonce du fait d'une hallucinante communication de Kamerhe qui faillit faire des AVC à ses partenaires incapables pendant des semaines de mettre le nez hors de chez eux.

Voyant la présence d'hommes d'envergure pouvant l'effacer, cherche-t-il à tout prix s'assurer qu'il n'existe personne d'autre en dehors de lui et que face au Président, cela est mieux ainsi ? C'est là sous Tshisekedi que Kamerhe commence un nouveau chemin de croix. Il peut compter sur l'Est, sur le Sud et le Nord Kivu comme sur une armée numérique d'Amazones acquises voire aller à l'étranger où il enfile des amis Chefs d'État et vante une amitié avec un certain Michel Rocard sauf que la politique ne ressemble ni à l'église, ni à une fratrie.

Le roi est mort, vive le roi. S'il y a de la douleur à voir partir le roi, il y a, dit-on, de la joie à voir l'immortalité du pouvoir d'État. Qui contesterait à l'UNC cette loi et refuserait de reconnaître le nouvel homme qui y surgirait comme le firent ces anciens Français qui hésitèrent à reconnaître Philippe de Valois comme successeur de Charles le Bel ? Début avril, au lendemain de l'arrestation de Kamerhe ordonnée par le procureur Kisula, le Président reçoit des membres de la direction du parti de Kamerhe et des femmes de ce parti. Vendredi 19 juin, veille du verdict du procès de Kamerhe, le Secrétaire

général a.i de l'UNC, l'un de ses beaux-frères, Aimé Boji Sangara Bama-nyirue, a, devant des médias, des mots incisifs : « La coalition CACH se porte très bien. La mission classique reconnue à tout parti politique a toujours été la conquête du pouvoir, son exercice et sa conservation le plus longtemps possible et de façon la plus démocratique. Désormais, l'UNC se donne cette mission de conserver, le plus longtemps possible, le pouvoir acquis avec le concours de ses partenaires de CACH ». Puis : « Si l'étape de la conquête a été parsemée d'embûches, celle de la conservation et de l'exercice ne l'est pas moins. J'en appelle au sens de responsabilité de chacun de nous... ».

Entre-temps, que des UNC élevés, par des ordonnances présidentielles, à des postes de dirigeants d'entreprises du portefeuille de l'État, des services publics, etc. ! Si, au lendemain de l'annonce de l'emprisonnement de cet homme, divers propos menaçants ou désacralisants ou déracialisants ont rempli la Toile, ils paraissent depuis s'être évaporés. Sauf accident, nul ne voit un seul ministre UNC inscrire son nom sur une liste de candidats au départ. Il en sera ainsi. Depuis, Kamerhe a retrouvé incroyablement son marteau de son seul fait. Les attaques elles, n'ont jamais été aussi folles montées depuis des chambres noires et alors que des pétitions fusent de toutes parts dont l'une dépasse la ligne de crête et atteint 260 signatures sur les 500 députés visant à le déchoir. L'objectif est atteint. Cette fois, Kamerhe n'a pas trouvé des fortifications derrière lesquelles il pourrait se battre des mois durant comme il le fit sous Kabila. Le 22 septembre 2025, il dépose sa démission. A-t-il évité un débat qui serait suivi d'une scène de boa éventré ? Quel sort attend demain cet homme dont les prises de position et les actes posés n'ont cessé de montrer une liberté et une indépendance gênantes ? (...).

Extraits  
Une Histoire du  
Congo, de Mobutu à  
Tshisekedi, Ce que je  
sais (à paraître)  
éd. Paris,  
Tryphon Kin-kiey  
Mulumba ■

# Trump

## Il admire la puissance

Par le Professeur Tryphon Kin-kiy Mulumba.

**I**l est pour l'Amérique, son Amérique seule. «America First», l'Amérique d'abord. Il est pour la Puissance. «Make America Great Again», rendons sa grandeur à l'Amérique. «Keep America Great», maintenons la grandeur de l'Amérique. Donald Trump est de retour à la Maison Blanche pour au moins - qui sait ? - les quatre années à venir. Le nouveau président américain admire Vladimir Poutine, le président russe qui a mis l'Ukraine, pays de l'Europe, à genoux ; il est séduit par Benyamin Netanyahu, l'Israélien qui a réduit Gaza en champs de ruines. Le président de l'Ukraine Volodymyr Zelensky qui redoutait son retour au pouvoir s'est courbé à l'annonce du triomphe. Trump a battu Kamala Harris ? C'est parce qu'il « était bien plus fort », a assuré Zelensky. «J'adore le message du président Trump quand il parle», poursuit-il dans une interview au podcaster américain Lex Fridman. Netanyahu a repoussé l'accord avec Hamas en attendant la veille de l'investiture de Trump sûr que le nouveau président américain ne lui imposerait rien qui irait à l'encontre d'Israël. Lui qui a toujours considéré Trump comme l'allié clé de la sécurité et des intérêts de son pays, a qualifié ce retour à la Maison Blanche comme «le plus grand retour de l'Histoire»!

Donald Trump est pour la puissance, la puissance seule. Avant sa prise de



Donald Trump et Keir Starmer. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, dimanche 26 janvier, leurs diplomates étaient en pointe. DR.



fonctions, il a annoncé, sans exclure le recours à la force, son intention d'annexer le Groenland, territoire autonome du Danemark, le canal de Panama voire le Canada, ravivant les tensions avec les gouvernements danois, panaméen, canadien.

Peu avant Noël, il a assuré que « les États-Unis d'Amérique estiment que la propriété et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue ». Le 8 janvier, il a dépêché son fils aîné Do Jr et plusieurs représentants voulant afficher ses intentions sur

le Groenland aux yeux du monde. Un projet soutenu par son 1er conseiller, le 1er milliardaire du monde Elon Musk.

Le Groenland est exceptionnellement riche en «minéraux critiques», ressources en minerais, métaux rares et hydrocarbures. Une zone hautement stratégique ! D'après le département américain de l'Énergie, ces minéraux sont essentiels pour les « technologies qui produisent, transmettent, stockent et conservent l'énergie » et qui présentent « un risque élevé

de rupture de la chaîne d'approvisionnement ».

Un rapport publié en 2024 par The Economist présente les sols arctiques comme contenant des gisements (connus) de 43 des 50 minéraux critiques listés. Pour Trump, le Groenland et le canal de Panama sont «très importants pour la sécurité économique» de son pays, a assuré le président dans une conférence de presse tenue à sa résidence de Mar-a-Lago, en Floride.

Prisé par Trump, le canal de Panama construit par les États-Unis et ouvert en 1914 est sous le contrôle du Panama depuis 1999, après un accord signé en 1977 par Jimmy Carter. «Chaque mètre carré du canal de Panama et de ses zones adjacentes appartient au Panama et continuera à lui appartenir », déclare le président du Panama José Raul Mulino.

Trump a donc les yeux braqués sur le Canada. La perspective que ce pays devienne le 51ème État des États-Unis est une «excellente idée», assène-t-il alors que le Canada vit une crise politique après l'annonce de la démission de Justin Trudeau, le Premier ministre.

Avec le Canada, Trump veut principalement faire disparaître les droits de douane. «Les impôts baisseraient considérablement et le Canada serait totalement sûr face à la menace des navires russes et chinois» déclare l'homme qui a souvent appelé «gouverneur Trudeau» pour désigner le titre du chef de

l'exécutif d'un État américain.

Trudeau a fini par réagir. Il exclut toute possibilité de fusion entre les deux pays. «Jamais, au grand jamais, le Canada ne fera partie des États-Unis». «Il ne va pas envahir le Canada, il ne va pas déclencher la guerre au Groenland même s'il le menace. (...) Il agite les armes de la négociation avec l'expérience qu'il a. Il a été à la Maison Blanche, il sait comment ça marche», analyse un expert.

Il n'empêche ! Comment un homme qui exprime aussi publiquement ses visées expansionnistes de territoire pourrait calmer Poutine et d'autres? Que dit-il des crises en Afrique, continent qu'il n'avait jamais visité lors de son premier mandat et qu'il n'envisage pas de visiter au cours de celui qui s'est ouvert le 20 janvier 2025?

Il est vrai que le président américain républicain milliardaire reste un homme d'affaires et l'Afrique l'intéresserait non pas pour les droits de l'homme ou la gouvernance mais pour son sous-sol, ses minerais rarissimes qui sécuriseraient les intérêts stratégiques de son pays, les États-Unis.

Dans ce jeu, le Congo a sa part pleine et entière. Soyons-en convaincus: la solution dans cette guerre face au Rwanda viendra des Anglo-Saxons. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, Washington et Londres étaient en pointe. Soyons focus.

**Le Procureur Général réclame des preuves dans les affaires liées à la fraude électorale**



THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

# international

SINCE 1989

N°1605 | LUNDI 15 AVRIL 2024 | 20 PAGES €7 \$8

# Tout réside dans le casting



La Première ministre Judith Siminwa Tuluka s'est déjà mise au travail en engageant des consultations en vue de la formation de son gouvernement. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

# Des investisseurs américains totalisant plus de 500 milliards de \$US attirés par le Congo

**D**es investisseurs américains représentant un chiffre d'affaires combiné de plus de 500 milliards de \$US se sont engagés lundi à New-York, à soutenir le Congo, dans la relance de l'industrialisation et la transformation locale des produits miniers marchands, écrit un communiqué du ministère des Mines.

«Le ministre des Mines, Louis Watum Kabamba, a présenté lundi 29 août 2025, les opportunités

du secteur minier, qui font du Congo la meilleure destination et un cadre incontournable de la transition énergétique et de la révolution technologique. Un groupe d'investisseurs, représentant un chiffre d'affaires combiné de plus de 500 milliards de dollars, s'est engagé à soutenir la relance industrielle et la transformation locale des produits miniers marchands congolais en marge de la 80ième Assemblée générale des Nations Unies», écrit le communiqué.

Le groupe d'investisseurs souhaitant investir au Congo comprend notamment Glencore (39,75 milliards de \$US), Citi (190,39 milliards de

\$US), Standard Bank (22 milliards de \$US), ING (67 milliards de \$US), la Banque Africaine de Développement (240 milliards de \$US), Ivanhoe Mines (600 millions de \$US/an), Traxys (10 milliards de \$US/an); Orion Resource Partners (310 millions \$US).

## SIMPLE POURVOYEUR ?

Le ministre Louis Watum Kabamba, cité dans le communiqué, a partagé la vision du Congo, celle d'un pays qui ne veut plus être cantonné au rôle de simple pourvoyeur de matières premières, mais qui aspire à transformer ses minerais sur place, à créer des emplois, et à générer une

véritable valeur ajoutée locale. «C'est à ce titre que le Gouvernement congolais est engagé à sceller des partenariats avec des majors mondiaux pour une industrialisation du secteur minier. C'est une nouvelle ère qui consacre la valorisation des ressources naturelles de la RDC et la création des emplois», a indiqué le ministre des Mines cité par le communiqué.

Plusieurs acteurs présents ont exprimé leur volonté de renforcer et concrétiser leurs engagements au Congo, convaincus que le pays est désormais prêt à franchir un nouveau cap de développement dans le secteur minier.

Le communiqué indique que plusieurs actions concrètes ont été définies, notamment, dans les deux prochaines semaines, il sera question de finaliser la rédaction d'un protocole d'accord (MoU) avec Business Council for International Understanding (BCIU) pour institutionnaliser le partenariat et d'ici à fin octobre 2025, Kinshasa accueillera une mission de suivi du BCIU pour la signature officielle et le lancement des travaux préparatoires de la plateforme d'appui aux investisseurs mais aussi la mise en place d'un répertoire structuré des investisseurs et partenaires, classés par type de projet et par capacité

d'investissement. Ce dispositif, géré via un outil de suivi dynamique, permettra d'orienter chaque investisseur vers les projets adaptés, de suivre les engagements pris et d'assurer un impact durable pour l'économie nationale.

À travers cette participation aux assises de New-York, le Congo n'a pas seulement renforcé son image de marque sur la scène internationale, mais aussi elle a posé les bases d'une nouvelle dynamique économique où ses ressources minières ne seront plus synonymes de dépendance, mais de croissance inclusive et durable pour la nation congolaise.

avec AGENCES ■

## À New York et à Bruxelles, le Congo à la rencontre des investisseurs

**L**e Congo a été placé au cœur des investissements internationaux avec la multiplication des initiatives diplomatiques et économiques à travers une mission stratégique menée du 22 au 28 septembre 2025, notamment par le ministre d'État en charge du Plan entre deux capitales qui comptent pour le pays, New-York, aux États-Unis et Bruxelles en Belgique.

Il est vrai que l'occasion de la tenue annuelle à New York de l'Assemblée Générale Ordinaire des Nations Unies, offre, avec la présence de centaines de personnalités du monde, une opportunités de rencontres aussi bien politiques, diplomatiques ou économiques. «Dans le cadre de la diplomatie économique, le ministre d'État en charge du Plan, Guylain Nyembo Mbwizya, a placé la République démocratique du Congo au cœur des investissements internationaux à travers une mission stratégique menée du 22

au 28 septembre 2025, entre New-York, centre névralgique des Nations unies, et Bruxelles, carrefour des échanges Europe-Afrique», écrit un communiqué du ministère du Plan.

Selon ce texte, le ministre d'État Guylain Nyembo Mbwizya a mené des plaidoyers entre autres sur des interventions en faveur des Objectifs de Développement Durable, ODD. Il a tenu des rencontres bilatérales et sectorielles centrées sur la mobilisation des investissements et la coordination de l'aide internationale. Une séquence diplomatique dense qui illustre la volonté du gouvernement de faire du Congo un acteur incontournable dans la consolidation de la paix et le développement durable en Afrique.

## APPEL FAIT AUX INVESTISSEURS.

Dans le cadre du «Invest in DR Congo Ball», un événement centré sur la diplomatie économique et la mobilisation des investissements en faveur du Congo, le ministre d'État Guylain Nyembo Mbwizya a mis en avant les atouts stratégiques de la RDC, écrit le communiqué du ministère du Plan.

«(...) La tâche est certes

grande, mais l'élan est pris, et l'espérance est à la mesure de nos ambitions. En investissant en RDC, vous n'engagez pas seulement des capitaux, vous investissez dans un avenir partagé, concret, mesurable. Ensemble, catalysons l'investissement qui transformera l'essai et fera du Congo non plus un géant endormi, mais un géant debout au cœur de l'Afrique, moteur de progrès pour tout un continent», a déclaré le ministre d'État Guylain Nyembo Mbwizya, devant un public d'investisseurs et de décideurs internationaux. En plus, le ministre Nyembo a rencontré Elizabeth Spehar, sous-secrétaire générale des Nations Unies chargée de la consolidation de la paix. Leurs échanges ont porté sur le Fonds pour la consolidation de la paix, avec un engagement de 50 millions de \$US par an en 2025 et 2026, afin de soutenir la paix et le relèvement communautaire en RDC et accompagner la transition post-Monusco. Membre du gouvernement Suminwai 1 et 2, le ministre d'État Guylain Nyembo Mbwizya a plaidé, en outre, pour un meilleur ancrage local des projets, une répartition équilibrée des ressources et une coordination renforcée avec le

Programme de développement local des 145 Territoires (PDL-145T).

D'autres rencontres bilatérales ont permis de renforcer les partenariats notamment avec le Programme Alimentaire Mondial, PAM. Aussi, Guylain Nyembo Mbwizya s'est entretenu avec Carmen Burbano de Lara, directrice mondiale des programmes du PAM. Les deux parties ont évoqué la mise en place du Programme national d'alimentation scolaire. Ce projet vise à lutter contre la faim, à améliorer la santé des élèves et à réduire l'abandon scolaire, et à soutenir en même temps la production agricole locale à travers des achats alimentaires de proximité. Le Programme Alimentaire Mondial a confirmé à cette occasion son appui technique et financier pour accompagner ce programme qui constitue un levier majeur de développement humain en RDC.

Avec Aïssata De, directrice régionale adjointe pour l'Afrique du Programme des Nations unies pour le Développement, PNUD, l'entretien a porté sur l'avancement du PDL-145T, dont le volet mis en œuvre par le PNUD affiche un taux d'exécution de près de 60 %. Aïssata De et le mi-

nistre Guylain Nyembo Mbwizya ont convenu de préparer un nouveau programme élargi intégrant l'assainissement urbain et la gestion de la circulation routière, en réponse aux défis croissants de grandes villes congolaises. Enfin, les deux parties ont discuté de l'organisation d'une conférence des investisseurs début 2026, pour mobiliser davantage les financements alignés sur les priorités du Plan national stratégique de développement, PNSD.

## 250 MILLIONS DE \$US AU NUMÉRIQUE.

Dans l'autre volet lié au secteur privé, Elios Towers Group, une société de télécommunications basée à Londres, a confirmé un investissement de 250 millions de \$US pour la modernisation numérique, tandis que la Banque Africaine de Développement, BAD, Shelter Afrique, a réitéré son appui au financement du logement et des infrastructures urbaines à travers des Partenariats Public-Privé. À Bruxelles, en Belgique, le ministre d'État Guylain Nyembo Mbwizya a pris part à la 15ème édition du Forum Europe-Africa Investment. Cet événement était organisé par Credassur

Group, une structure européenne spécialisée dans la mise en relation des décideurs politiques, investisseurs et institutions, avec pour objectif de créer des passerelles économiques durables entre l'Afrique et l'Europe.

Dans son intervention, Guylain Nyembo Mbwizya a mis l'accent sur le fait que l'aide extérieure et les investissements privés ne sont pas en concurrence. Ils sont complémentaires pour impulser le développement durable. «Investir en République Démocratique du Congo, c'est investir pour un avenir durable. Et le moment d'investir, c'est maintenant», a-t-il insisté. Cette tournée euro-américaine a permis au ministre Guylain Nyembo Mbwizya de positionner le Congo comme une destination incontournable pour les investissements internationaux, de renforcer les Partenariats Public-Privé et de coordonner l'aide internationale dans un cadre transparent, conformément à la vision de développement impulsée par le président Félix Antoine Tshisekedi et portée par le gouvernement conduit par Judith Suminwa Tuluka, Première ministre.

avec AGENCES ■

# Le géant numérique japonais NEC au service des petits producteurs africains

**D**ans le cadre d'une action visant à renforcer l'agriculture et à favoriser le développement rural, le géant japonais des technologies NEC Corporation, en collaboration avec le Fonds international de développement agricole, FIDA, va adapter des technologies numériques de pointe - système de télédétection et plateforme numérique sécurisée - aux besoins spécifiques des petits producteurs et productrices vulnérables en Afrique.



Avec le Fonds international de développement agricole, FIDA, NEC Corporation arrive en Afrq. DR.

Une lettre d'intention a été signée le 21 août 2025 en marge de la neuvième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, TICAD9, afin de sceller ce nouveau partenariat. L'objectif est d'améliorer la productivité agricole, d'accroître la résilience face aux chocs climatiques et économiques et d'aider les agriculteurs et agricultrices à s'adapter aux changements climatiques. Cette initiative ouvrira aussi de nouvelles perspectives économiques au moyen de solutions technologiques comme CropScope, la plateforme agricole numérique de NEC, qui renforcera les capacités des décideurs en matière de gestion des exploitations agricoles dans l'ensemble du portefeuille d'investissements du FIDA. Les petits producteurs et productrices sont au cœur des systèmes alimentaires mondiaux: représentant plus de 80% des exploitations agricoles, ils jouent un rôle crucial dans la sécurité alimentaire et le maintien des moyens d'existence en milieu rural. Or, des millions d'entre eux n'ont pas accès à des outils tels que les services de conseil agricole en temps réel, les solutions techniques résilientes face aux changements climatiques, les services financiers ou même à des marchés structurés. « Nous nous réjouissons à l'idée de collaborer avec NEC pour mettre en œuvre des solutions permettant d'intégrer les technologies numériques aux filières agricoles. Développer les infrastructures numériques

publiques en déployant progressivement des services numériques de développement rural est crucial à la fois pour stimuler les économies rurales, créer de nouveaux débouchés et augmenter les revenus de millions de producteurs et productrices vulnérables », a déclaré Alvaro Lario, président du FIDA.

#### **SURMONTER LES DIFFICULTÉS.**

« Or, nous devons surmonter ces difficultés persistantes si nous

voulons réussir la transformation rurale, qui est l'un des objectifs fondamentaux du FIDA », a-t-il ajouté.

« Nous sommes ravis d'approfondir notre collaboration avec le FIDA au service du développement du continent africain grâce à nos solutions agricoles numériques, qui sont l'une des forces de NEC. À la conférence TICAD9, on examine justement comment l'adoption active de technologies numériques issues d'entreprises japo-

naises pourrait offrir une solution aux difficultés qui pèsent sur les pays africains. Nous sommes convaincus que les initiatives prévues dans cette lettre d'intention s'inscrivent parfaitement dans les objectifs de TICAD9 et nous nous réjouissons à l'idée de renforcer encore le partenariat entre le FIDA et NEC dans ce cadre », a déclaré Shigehiro Tanaka, vice-président exécutif de NEC, multinationale japonaise de premier plan dans le sec-

teur des services et des produits informatiques. Au cœur de ce partenariat, deux innovations de NEC : CropScope est une plateforme agricole numérique qui utilise la télédétection, l'analyse de données et les bonnes informations au bon moment pour accompagner une agriculture de précision s'appuyant sur des données et améliorer les capacités des décideurs en matière de gestion des exploitations agricoles, tout au long de la filière ; e-voucher est un système

de bons électroniques permettant, par un meilleur ciblage et plus d'efficacité, d'améliorer l'accès des petits exploitants aux intrants agricoles et aux subventions, et leur meilleure distribution. Cette collaboration vise à accélérer la transformation numérique de l'ensemble du portefeuille du FIDA en déployant les technologies de pointe de NEC, contribuant ainsi directement aux priorités stratégiques du Fonds en matière d'innovation et d'inclusion numérique; mettre à l'essai des solutions d'avant-garde rentables grâce à la contribution de NEC, susceptibles d'être reproduites dans d'autres projets financés par le FIDA; améliorer le ciblage et le suivi et favoriser une gestion adaptative dans les programmes du FIDA grâce à des indications fondées sur les données. Ce partenariat s'inscrit dans la Stratégie 2020-2030 du FIDA relative aux technologies de l'information et des communications, TIC, au service du développement, et dans sa politique plus globale de mobilisation du secteur privé et de promotion de services numériques garant d'une autonomisation des communautés rurales.

avec AGENCES ■

## L'interdiction des téléphones portables dans les écoles ne règle pas les questions de fond

**C**ela a commencé en septembre quand les élèves du primaire et du secondaire à travers le Québec ont été appelés à s'adapter à une nouvelle règle importante : l'interdiction complète du cellulaire à l'école. Ce débat, bien qu'il domine les conversations entourant la rentrée scolaire, n'est pas nouveau, ni spécifique au Québec.

Les inquiétudes des parents vis-à-vis de l'utilisation des technologies par leurs enfants ne cessent de grandir, alimentées notamment par les histoires de suicides d'ados après des échanges avec ChatGPT ou encore les accusations d'exploitation d'enfants sur Roblox. Les gouvernements,

un peu partout dans le monde, réagissent à ces craintes concernant l'impact des technologies numériques sur les jeunes en mettant en place des interdictions. En tant que chercheurs des usages numériques au quotidien, il faut soutenir qu'une interdiction, à elle seule, passe à côté d'un enjeu crucial pour les familles. Car une fois de retour à la maison, ce sont les parents qui se retrouvent à gérer seuls l'usage des écrans. Et puisque la majorité des activités en ligne échappent à leur regard, établir des règles claires - et maintenir un dialogue ouvert - devient un véritable défi. Le besoin de littératie numérique pour les parents. Selon l'Observatoire de la parentalité et de l'éducation numérique, un organisme de recherche français, 53 % des parents estiment manquer

de soutien en matière d'éducation numérique de leurs enfants. La recherche démontre que le problème ne se limite pas au temps d'écran. C'est aussi l'invisibilité des activités des jeunes qui alimente les tensions à la maison. Par exemple, un adolescent que nous avons interviewé utilisait les jeux vidéo pour rester en contact avec ses amis. Sa mère, elle, y voyait une manière de s'isoler. Une discussion aurait pu apaiser la situation, mais le stigma entourant le jeu vidéo a compliqué les choses. Ces différences de perception creusent encore plus le fossé numérique entre les parents et leurs enfants. Pourquoi les interdictions ne suffisent pas ? Au niveau des politiques publiques, interdire les appareils en classe peut réduire les distractions. Mais cela aide peu les fa-

milles à encadrer l'usage des écrans à la maison, où les tensions réapparaissent rapidement. L'expérience internationale montre d'ailleurs que ces interdictions ne règlent pas les problèmes de fond. En Australie, par exemple, où plusieurs États restreignent l'usage du cellulaire à l'école, des chercheurs rappellent que ces mesures ne devraient pas remplacer des efforts plus larges en littératie numérique. Il faut donc miser sur la littératie et le dialogue. Si nous voulons vraiment soutenir les familles, il faut mieux comprendre ce qui se passe derrière l'écran. Cela signifie aider les parents à poser les bonnes questions, à saisir le contexte d'utilisation et à négocier des règles justes. Les téléphones et les consoles sont souvent perçus comme des objets « personnels », ce

qui laisse les parents à l'écart de ce qui s'y passe réellement. Le dialogue est essentiel, mais il doit être soutenu par des ressources adaptées. Au Québec, par exemple, Vidéotron s'est associé au CIEL pour offrir des outils qui aident les familles à discuter et à mieux encadrer l'usage du téléphone. Dans des recherches auprès de joueurs compétitifs, on voit que ce type d'initiatives illustre bien le rôle que peuvent jouer les intermédiaires : agir comme des coaches, capables d'accompagner jeunes et parents vers des pratiques numériques plus saines et équilibrées. Plutôt que de laisser les familles se débrouiller seules, ou de miser uniquement sur les interdictions à l'école, ces soutiens structurés rendent plus tangible ce qui reste souvent invisible derrière l'écran.

# N'emportez pas aux toilettes avec votre téléphone portable

**S**e rendre aux toilettes avec son téléphone portable peut vous exposer à plusieurs maladies médicalement prouver. Ci-après.

Rester assis sur les toilettes avec son téléphone portable pour une raison ou une autre peut sembler une habitude inoffensive. Pourtant, des études indiquent que rester assis trop longtemps aux toilettes peut augmenter le risque de plusieurs problèmes de santé. Ci-dessous.

**1. Hémorroïdes.** Une étude récente a conclu que l'utilisation d'un smartphone pendant la défécation est associée à une augmentation de 46 % du risque de développer des hémorroïdes. Une visite saine aux toilettes ne devrait durer que deux à trois minutes, mais l'étude a montré que 37 % des participants qui utilisaient leur téléphone sur les toilettes pouvaient y passer plus de cinq minutes. Elles sont dues à une augmentation de la pression sur les coussinets anaux, une partie du tissu spongieux autour de l'anus. Ces coussinets

permettent l'expansion de l'anus lors de l'expulsion des selles. Rester assis trop longtemps sur les toilettes augmente la pression sur les coussinets, ce qui entraîne des hémorroïdes, tout comme lorsque l'on force pour aller à la selle. On estime que 50 à 85 % des personnes dans le monde souffrent d'hémorroïdes. Leurs symptômes comprennent des saignements douloureux, des irritations, des démangeaisons et une gêne. Mais elles ne présentent pas toujours de symptômes. Certaines personnes ont des hémorroïdes sans le savoir. Les hémorroïdes peuvent également entraîner des complications telles que l'anémie, due à des saignements prolongés, et l'étranglement ou la coagulation à l'intérieur de l'hémorroïde. Ces deux complications peuvent provoquer de fortes douleurs.

**2. Fissures ou déchirures anales.** Rester assis trop longtemps aux toilettes peut provoquer des fissures ou des déchirures anales. Il s'agit de petites coupures de la muqueuse anale. Les fissures anales s'accompagnent souvent de douleurs considé-

rables, comparables à celles provoquées par du verre brisé lors de la défécation, et sont accompagnées de sang rouge vif. La muqueuse anale est fine et rester assis trop longtemps sur les toilettes provoque une accumulation de sang, ce qui étire la muqueuse et la rend plus susceptible de se blesser lors du passage des selles.

**3. Prolapsus ou « descente d'organes ».** Les selles ne sont peut-être pas la seule chose qui sort du corps après être allé aux toilettes. Passer trop de temps aux toilettes peut augmenter le risque que le rectum sorte du corps. Cette affection est connue sous le nom de prolapsus rectal. Un cas inhabituel s'est produit chez un homme qui passait jusqu'à 30 minutes aux toilettes, à jouer sur son smartphone. Un jour, il a constaté qu'environ 14 cm de son rectum sortaient de son corps alors qu'il essayait d'aller à la selle. Rester assis trop longtemps sur les toilettes augmente la pression dans l'abdomen, ce qui exerce également une pression accrue sur les muscles du plancher pelvien. Ces muscles aident

à maintenir nos organes internes, y compris le rectum, à l'intérieur du corps. Mais une pression prolongée peut affaiblir ces muscles. Chez les femmes, cela peut également entraîner le prolapsus d'autres organes pelviens, tels que l'utérus. Le prolapsus rectal est souvent douloureux. Vous devrez vous rendre à l'hôpital pour que l'organe puisse être réinséré. En cas de récurrence ou dans des cas particulièrement extrêmes, une intervention chirurgicale sera nécessaire.

**4. Des ulcères et escarres.** Rester assis sur les toilettes pendant une longue période peut augmenter le risque d'apparition d'escarres sur la peau en contact avec le siège des toilettes, en particulier chez les personnes âgées. Les escarres sont douloureuses. Rester assis trop longtemps comprime les tissus, réduisant ainsi la circulation sanguine. Cela entraîne une accumulation de substances toxiques dans le sang, ce qui endommage les tissus et provoque leur rupture.

**5. Hernie hiatale.** Rester assis long-

temps aux toilettes avec des difficultés à aller à la selle peut contribuer au développement d'une hernie hiatale, en particulier chez les personnes prédisposées, comme les personnes obèses ou âgées de plus de 50 ans. Une hernie hiatale survient lorsqu'une partie de l'estomac et d'autres organes abdominaux glissent à travers l'ouverture du diaphragme (un muscle en forme de dôme qui nous aide à respirer) et se retrouvent dans la cage thoracique. Les hernies hiatales sont courantes et touchent 20 % de la population. Elles provoquent généralement des indigestions, des douleurs à l'estomac et une gêne au niveau des côtes et de la poitrine. Elles peuvent être traitées à l'aide de médicaments qui réduisent la quantité d'acide produite par l'estomac. Dans les cas les plus graves, elles nécessitent une intervention chirurgicale.

**6. Neuropathie du siège de toilettes.** Rester assis trop longtemps sur les toilettes comprime les principaux nerfs et vaisseaux sanguins, réduisant ainsi le

flux sanguin vers les jambes. Cela peut entraîner un engourdissement des jambes. Ce phénomène est connu sous le nom de neuropathie vasculaire ou neuropathie des toilettes. En général, cela passe en quelques minutes. Mais il existe des études de cas où des patients se sont évanouis sur les toilettes après une soirée arrosée et ont fini par y passer la nuit. Ils étaient complètement engourdis et incapables de bouger. Dans un cas extrême, un homme a développé une gangrène, une septicémie et est malheureusement décédé après s'être endormi sur les toilettes.

**7. Évanouissement.** Le fait de rester longtemps sur les toilettes, associé à l'effort nécessaire pour aller à la selle, peut également entraîner un évanouissement. Cette affection est connue sous le nom de syncope vasovagale. Elle survient lorsque le fait de pousser pendant trop longtemps aux toilettes irrite les nerfs vagues. Ces nerfs contrôlent de nombreuses fonctions automatiques du corps, notamment le rythme cardiaque et la pression arté-

rielle. Dans le cas d'une syncope due à la défécation, la pression artérielle peut chuter soudainement lorsque nous nous levons des toilettes. Le rythme cardiaque ralentit également, provoquant des vertiges, des étourdissements et des évanouissements. Quelle est la façon saine de faire sa défécation ? Pour réduire le risque de souffrir de l'une de ces affections, passez le moins de temps possible assis sur les toilettes. Vous pouvez également changer de position lorsque vous utilisez les toilettes. Des études montrent que la meilleure position pour aller à la selle est accroupie, ce qui réduit la tension et l'effort nécessaires. Mais d'autres études ont démontré que cette position peut augmenter le risque d'autres problèmes de santé, tels que les accidents vasculaires cérébraux et les lésions du tendon d'Achille. D'autres conseils incluent de manger plus de fibres et de boire de l'eau si vous passez régulièrement plus de cinq minutes à faire vos besoins. Ces mesures peuvent vous aider à aller à la selle de manière plus saine et vous éviter de forcer pendant vos selles.

ADAM TAYLOR ■

# Gérer efficacement le stress

**L**orsque les vacances sont terminées et que tout ce qui reste semble être un souvenir lointain, la routine revient à toute vapeur.

Cette énergie de retour à l'activité peut laisser un sentiment d'épuisement chez beaucoup de gens. Le stress, à petites doses, peut nous aider à maintenir l'énergie, mais s'il n'est pas contrôlé, il peut nuire à notre santé, notre humeur et nos relations. Le cortisol, souvent étiqueté comme l'hormone du stress, est devenu un terme à la mode dans le

bien-être, mais ce n'est pas l'ennemi - c'est ce qui nous aide à nous réveiller, à rester alerte et à faire face aux défis.

**1. Arrêtez de vous stresser avec cela.** Ironiquement, s'inquiéter des effets du stress peut l'aggraver. Plus nous parlons des dommages causés par le stress, nous commençons à penser « maintenant je suis stressé et je sais que cela me fait beaucoup de mal ». Essayez donc de ne pas trop vous inquiéter de ce que vous ressentez. Le stress est une partie normale de la vie et il est inévitable, surtout pendant les grands défis comme le deuil,

prendre soin des proches et des jeunes enfants, ou faire face aux incertitudes du travail. Au lieu de paniquer parce que vous êtes stressé, acceptez que cela arrive et rappelez-vous que cela ne durera pas éternellement.

**2. Bougez.** La meilleure façon de contrôler le stress physique est de faire de l'exercice. L'exercice physique fait la même chose que le stress avec votre corps : il augmente la fréquence cardiaque, la pression artérielle, accélère la respiration et libère de l'adrénaline et du cortisol. Lorsque vous faites de l'exercice, votre corps

apprend à contrôler les pics de cortisol et à faire face à ces oscillations, de sorte que vous êtes mieux équipé pour faire face aux plus grands stress de la vie. Si vous êtes stressé en pensant à quel exercice vous allez faire ou à quelle salle de gym vous inscrire, rappelez-vous que n'importe quelle forme d'exercice est valide. Il n'a pas besoin d'être très long ou stressant - une simple marche, une course légère ou toute autre activité que vous aimez résoudra le problème.

**3. Prioriser le sommeil.** Essayez de vous coucher plus tôt et

de vous réveiller à peu près au même moment du matin chaque jour pour que votre corps entre dans la routine. Si vous vous retournez dans votre lit la nuit et ne pouvez pas dormir, ne vous inquiétez pas. Votre corps peut fonctionner avec moins de sommeil occasionnellement et, au fil du temps, vos rythmes naturels se réajusteront.

**4. Se concentrer sur vous.** Gérer le stress ne consiste pas seulement à éviter les aspects négatifs, mais aussi à renforcer activement. Assurez-vous de bien manger, avec beaucoup de fruits, de légumes,

d'aliments entiers et de protéines de bonne qualité pour alimenter votre corps. Essayez également de réserver un moment de qualité seul, où vous pourrez vous détendre et recharger vos batteries. La pleine conscience peut aussi aider - il ne s'agit pas d'utiliser une application de méditation ou de rester assis en silence, mais d'être intentionnel dans la façon dont vous regardez votre vie. Prenez quelques minutes pour penser au jour ou à la semaine qui vous attend, ce qui peut être difficile et comment vous pouvez contrôler votre rythme. Essayez, par exemple, si vous pla-

nifiez à l'avance, de préparer les repas en grande quantité, car cela peut soulager un peu le stress le soir après le travail.

**5. Discutez de ce qui se passe.** Les soucis comme l'argent, le travail et la famille peuvent s'aggraver rapidement lorsqu'ils sont maintenus refoulés. Partager vos inquiétudes avec quelqu'un en qui vous avez confiance soulage votre fardeau et vous donne de la perspective, même si cette personne ne peut pas résoudre votre problème. Parfois, il suffit de le dire à haute voix pour que le problème semble plus gérable.

DR. XAND VAN T ■

# Une greffe d'organes rajevunit?

**Est-il possible de devenir immortel par des greffes d'organes? Les présidents chinois Xi Jinping et Vladimir Poutine ont abordé cette question lors de la rencontre du défilé militaire à Pékin.**

Un traducteur a expliqué à Xi comment les organes humains peuvent être transplantés à plusieurs reprises «de sorte que l'on puisse devenir de plus en plus jeune» malgré l'âge, et même être en mesure de repousser la vieillesse «indéfiniment. On prévoit qu'au cours de ce siècle, il sera peut-être possible de vivre jusqu'à 150 ans». Leurs sourires et leurs rires suggèrent qu'il s'agissait d'une plaisanterie, mais ne seraient-ils pas sur la bonne voie? Grâce aux progrès constants de la médecine et de la technologie, les organes transplantés durent beaucoup plus long-

temps. Certains patients ont reçu une greffe de rein qui a continué à fonctionner pendant plus de 50 ans. La durée de vie d'un organe dépend de l'état de santé du donneur et du receveur, ainsi que des soins qu'ils lui apportent. Par exemple, si vous recevez un nouveau rein d'un donneur vivant, vous pouvez vous attendre à ce qu'il dure de 20 à 25 ans. Si le rein provient d'un donneur décédé, cette durée est ramenée à 15 ou 20 ans. Un foie peut durer environ 20 ans, un cœur 15 ans et des poumons près de 10 ans, selon une étude publiée dans le *Journal of Medical Economics*. Est-ce un ticket pour la vie éternelle? Poutine et Xi parlent peut-être de se faire greffer plusieurs organes, voire à plusieurs reprises. Une opération chirurgicale est une entreprise de grande envergure, qui comporte des risques importants. Chaque fois que vous passez sous le bistouri, vous

jouez les dés. Actuellement, les personnes qui reçoivent un nouvel organe doivent également prendre à vie de puissants médicaments anti-rejet appelés immunosuppresseurs. Ces médicaments peuvent avoir des effets secondaires, tels que l'hypertension artérielle, et augmenter le risque d'infections. Le rejet - lorsque votre système immunitaire commence à attaquer l'organe transplanté parce qu'il le reconnaît comme provenant d'une autre personne - peut parfois se produire même si vous prenez vos médicaments. Des scientifiques travaillent à la fabrication d'organes sans rejet, en utilisant des porcs génétiquement modifiés comme donneurs. Ils utilisent un outil d'édition génétique connu sous le nom de *crispr* pour supprimer certains gènes porcins et ajouter certains gènes humains afin de rendre l'organe plus compatible. Les experts estiment qu'il

est idéal d'élever des pores spéciaux à cette fin, car leurs organes ont à peu près la même taille que ceux des humains. La science est encore très expérimentale, mais une opération cardiaque et une opération rénale ont été réalisées. Les deux hommes qui ont accepté de subir ces opérations étaient des pionniers de ce nouveau domaine de la médecine de transplantation. Tous deux sont décédés depuis, mais ils ont contribué à faire progresser la xénotransplantation, c'est-à-dire la transplantation de cellules, de tissus ou d'organes vivants d'une espèce à une autre. Une autre voie explorée est la culture de nouveaux organes à partir de nos propres cellules humaines. Les cellules souches ont la capacité de se transformer en n'importe quel type de cellule ou de tissu présent dans le corps. Aucun groupe de recherche n'a encore réussi à fabriquer des organes

humains entièrement fonctionnels et transplantables, mais les scientifiques s'en rapprochent. En décembre 2020, des chercheurs britanniques ont reconstruit un thymus humain - un organe essentiel du système immunitaire - à l'aide de cellules souches humaines et d'un échafaudage de bio-ingénierie. Lors d'une transplantation sur des souris à titre d'essai, l'opération s'est avérée efficace. Des scientifiques du Great Ormond Street Hospital de Londres affirment avoir cultivé des greffons intestinaux humains à l'aide de cellules souches provenant de tissus de patients, ce qui pourrait un jour déboucher sur des greffes personnalisées pour les enfants souffrant d'insuffisance intestinale. Toutefois, ces avancées sont destinées à traiter les maladies, plutôt qu'à maintenir les gens en vie jusqu'à l'âge de 150 ans. L'entrepreneur technologique Bryan Johnson, quant à lui,

dépense des millions par an pour tenter de réduire son âge biologique. Il n'a pas encore essayé d'obtenir de nouveaux organes - pour autant que nous le sachions - mais il s'est perfusé avec le plasma de son fils de 17 ans. Il a depuis cessé cette pratique, après avoir constaté qu'elle n'apportait aucun avantage et que des organismes tels que la Food and Drug Administration la soumettaient à une surveillance médicale accrue. Pour le Dr Julian Mutz, du King's College de Londres, au-delà de la transplantation d'organes, des approches telles que le remplacement du plasma sont explorées, mais qu'elles restent expérimentales. «Il n'est pas certain que ces stratégies aient un impact significatif sur la durée de vie, en particulier sur la durée de vie humaine maximale, mais il s'agit d'un domaine qui suscite un intérêt scientifique considérable». Un

expert en immunopathologie au Roslin Institute estime que vivre jusqu'à 125 ans pourrait être la limite supérieure. «La personne vivante la plus âgée est une Française, Jeanne Calment, qui a vécu 122 ans, entre 1875 et 1997». Si les organes endommagés ou malades peuvent être remplacés par des greffes, à mesure que nous vieillissons, notre corps devient beaucoup moins résistant ou capable de faire face aux facteurs de stress physique. Nous commençons à réagir moins vite aux infections et notre corps devient plus fragile, sujet aux blessures et moins apte à récupérer et à se réparer. Le stress, le traumatisme et l'impact de la chirurgie de transplantation, ainsi que l'utilisation continue de médicaments immunosuppresseurs nécessaires pour prévenir le rejet des organes transplantés, seraient trop importants chez les patients d'un âge aussi avancé.

## Pourquoi sa voix change dans une autre langue

**Si vous parlez plus d'une langue, vous l'avez peut-être remarqué : votre voix n'est pas la même. Personnellement, je me rends compte que mon ton est plus fin en anglais, plus subtil et lent en français, et plus vif et rapide en espagnol - comme si chaque langue révélait une facette différente de ma personnalité.**

Selon la linguistique, cette perception n'est pas seulement subjective : nos corps, nos cerveaux et même nos identités s'adaptent au «rôle» que chaque langue exige. «C'est comme le travail d'un acteur : nous incorporons les caractéristiques de la communauté de la parole et construisons «un autre moi» dans cette langue. Nous sommes nous-mêmes, mais différents», décrit Ana Paula Petriu Ferreira Engelbert, professeure à l'Université Technologique Fédérale du Paraná, qui a étudié pour son doctorat justement

pourquoi nous changeons de voix et si cette perception est réelle. En linguistique, explique-t-elle, ces perceptions sont des constructions culturelles. «L'allemand, par exemple, a des sons produits dans le fond du tractus vocal, ce qui donne une impression de dureté. Le français est plus «antérieur» et avec des voyelles arrondies - d'où le fameux petit nez». Comment les sons sont produits dans différentes langues? La façon dont nous sonnons dans chaque langue - et comment nos voix sont perçues par les autres - est le résultat de plusieurs facteurs. Tout d'abord, il convient de se rappeler comment la voix est formée : les plis vocaux génèrent le son, qui est amplifié dans le tractus vocal, articulé et transformé dans la parole que nous entendons. «Tout cela est contrôlé par le système nerveux central et influencé par des aspects émotionnels : si nous sommes excités, nerveux, anxieux ou tristes, la voix change», explique Renata Azevedo,

orthophoniste et professeure à l'Université fédérale de São Paulo. Elle souligne que les facteurs éducatifs, régionaux et culturels ont également un grand poids. «Chaque langue a des sons spécifiques : en anglais, par exemple, il y a des phonèmes qui n'existent pas en portugais et vice versa. Un anglophone peut avoir des difficultés avec le son «*ão*» et le transformer en quelque chose de plus ouvert, comme «*cal*» au lieu de «*chien*». En outre, il existe des différences prosodiques et culturelles. «Le volume de la voix dans un dîner italien est généralement plus élevé que dans un dîner japonais. Même au sein d'une même culture, la personnalité influence - vitesse de la parole, projection vocale, articulation, mélodie et même l'utilisation des gestes».

**LOCUTEURS BILINGUES.** L'identification avec la culture d'une langue et le contexte dans lequel elle est utilisée façonnent également notre sonorité. Ana Paula Petriu Ferreira En-

gelbert, professeure à l'Université technologique fédérale du Paraná, compare le processus au travail d'un acteur. «Nous avons incorporé les caractéristiques de la communauté de la parole et construit un autre moi dans cette langue. Nous sommes nous-mêmes, mais différents». Selon elle, ce «costume vocal» implique à la fois la courbe d'apprentissage de la langue et l'affinité culturelle. «Lorsque nous utilisons une langue étrangère, c'est généralement dans un contexte spécifique, et cela influence la façon dont nous voulons sonner. Dans mon cas, j'utilise l'anglais au travail et j'assume des caractéristiques vocales différentes de celles que j'utilise avec ma famille. Le contexte, l'objectif et le rôle social ont une grande influence». La recherche de doctorat d'Engelbert a apporté des preuves concrètes de ce phénomène. Pendant neuf mois aux États-Unis, elle a enregistré des Brésiliens parlant le portugais et l'anglais dans différentes situations - comme la lecture de textes

et des paroles spontanées. Les résultats ont montré qu'en parlant portugais, les participants, principalement des femmes, avaient tendance à adoucir leur voix, parlant de manière plus légère et fluide. Déjà en anglais, la voix devenait plus grave et ferme, et certaines femmes arrivaient à adopter un effet plus «traîné» à la fin des phrases, semblable à ce que l'on entend chez les locuteurs nord-américains. Il s'agit d'un son plus lent, presque chuchoté, avec un effet de «sifflement bas». Pour vérifier si ces différences étaient perçues par d'autres personnes, la chercheuse a reproduit les extraits pour des auditeurs bilingues. Ils ont décrit les voix en utilisant des termes simples - plus grave, plus aigu, plus doux, plus ferme - et aussi avec des impressions sur la personnalité transmise : excitée, contenue, confiante ou incertaine. La plupart des auditeurs ont remarqué des différences claires entre les voix en portugais et en anglais, confirmant que le changement vocal n'est pas seule-

ment une impression : il est réel, mesurable et visible même pour ceux qui ne connaissent pas les détails techniques. Selon Engelbert, cette adaptation vocale reflète également des différences culturelles : les Brésiliens bilingues, lorsqu'ils parlent anglais, peuvent ajuster leur voix pour se rapprocher des caractéristiques perçues comme typiques des locuteurs américains - plus graves, fermes et assertifs. Pourtant, la chercheuse souligne que c'est un domaine peu exploré et qu'il y a encore beaucoup de questions sur la façon dont nous apprenons les éléments de rythme, d'intonation et d'expressivité d'une seconde langue. Même ceux qui grandissent en écoutant et parlant plus d'une langue depuis leur plus jeune âge présentent encore de petites variations vocales entre les langues. Selon Engelbert, le bilinguisme est un concept large, défini de différentes manières en fonction du contexte. «Des recherches, comme celle des années 1990 avec le

catalan et l'espagnol, montrent que ces bilingues ont moins de variation de voix entre les langues, mais il y a toujours une langue dominante - celle dans laquelle la personne se sent plus sûre et développe mieux ses compétences». Ceux qui apprennent une deuxième langue plus tard, à l'adolescence ou à l'âge adulte, ont tendance à présenter des différences plus grandes entre la voix dans la langue maternelle et la nouvelle langue, en particulier au début de l'apprentissage. «Lorsque quelqu'un commence à apprendre une langue étrangère, la voix s'ajuste de manière plus évidente, en variant le rythme, le ton et l'intonation entre les langues. À mesure que la compétence augmente et que la personne se sent plus à l'aise, ces différences diminuent», explique Renata Azevedo, orthophoniste et enseignante à l'Université fédérale de São Paulo. Azevedo souligne également que la variabilité de la voix dépend aussi du contexte d'utilisation.

GIULIA GRANCHI ■

# Le CDF s'est déprécié de 0,32% à l'indicatif, de 0,20% au parallèle

**L**es chiffres au plan économique au niveau national et international lors de la période du 22 au 29 août 2025 sont ci-dessous, selon la BCC, la Banque Centrale du Congo.

Au 29 août 2025, le taux de change s'est établi à 2.858,92 CDF/\$US sur le marché interbancaire et à 2.884,02 CDF sur le marché parallèle. Par rapport à la semaine précédente, la monnaie nationale s'est dépréciée de 0,32 % à l'indicatif et de 0,20 % au parallèle. Comparativement à fin 2024, le franc congolais affiche une dépréciation de 0,47 % à l'indicatif et de 0,59 % au parallèle. Au 28 août 2025, le prix du pétrole s'est établi à 67,8 \$US le baril, enregistrant une légère hausse hebdomadaire de 0,2 %. Comparé à fin 2024, ce prix a reculé de 8,9 % et, sur douze mois, il a diminué de 19,1 %. Le prix du cuivre s'est fixé à 9.896,4 \$US la tonne, en hausse de 1,6 % par rapport à la semaine précédente. Comparativement à fin décembre 2024, il a progressé de 12,6 %, et en glissement annuel, il affiche une augmentation de 3,9 %. Le prix du cobalt est demeuré stable par rapport à la semaine précédente, à 32.651,0 \$US la tonne. Rapporté à fin décembre 2024, il a augmenté de 35,8 % et, sur douze mois, il s'est accru de 23,8 %. Le prix de l'or s'est établi à 3 465,3 \$US l'once, en hausse hebdomadaire de 3,8 %, soutenu par les anticipations de baisse des taux d'intérêt de la FED et une demande mondiale robuste. Comparativement à fin 2024, ce prix a progressé de 31,3 % et, en glissement annuel, de 44,0 %. Le prix du riz s'est fixé à 266,5 \$US la tonne, en hausse hebdomadaire de 1,6 %, en raison de conditions climatiques défavorables et du relèvement de la taxe à l'exportation sur le riz vietnamien. Comparé à fin 2024, son prix a reculé de

13,9 % et, sur douze mois, de 18,4 %. Les prix du blé et du maïs se sont établis respectivement à 194,1 \$SD et 151,2 \$US la tonne, enregistrant des baisses hebdomadaires de 0,4 % pour le blé et de 0,1 % pour le maïs. Comparativement à fin 2024, leurs prix ont diminué respectivement de 4,2 % et 10,3 %. Sur douze mois, le prix du blé a reculé de 4,2 %, tandis que celui du maïs a légèrement progressé de 1,0 %. L'analyse du bilan monétaire fait ressortir, au cours de la période sous revue, une ponction de la liquidité bancaire de 358,9 milliards de CDF à travers le Bon BCC, en réponse à une hausse de la liquidité dans le système bancaire. Le guichet de prêt par adjudication<sup>1</sup> est resté inactif depuis sa création. L'ancien guichet de prêts à court terme n'avait également pas enregistré d'opérations au premier semestre de l'année 2025 contre un volume d'opérations de 6.025,0 milliards en 2024. Au niveau du guichet de prêt marginal, aucune opération n'a été enregistrée au cours de la période sous analyse contre un volume de 60,0 milliards la semaine précédente. En cumul mensuel et cumul annuel, au 29 août 2025, ce guichet a totalisé des volumes des opérations de 60,0 milliards de CDF et de 610,0 milliards respectivement. De même, le marché interbancaire n'a renseigné aucune opération durant la période sous revue contre 20,0 milliards de CDF une semaine auparavant. En cumul mensuel et cumul annuel, au 29 août 2025, le volume des opérations y enregistré s'est situé respectivement à 20,0 milliards de CDF et de 342,0 milliards. Les taux d'intérêt appliqués se sont établis à 24,0 % sur le marché interbancaire et à 30,0 % sur le guichet de prêt marginal. À fin juillet 2025, les dépôts de la clientèle se sont établis à 14.401,7 millions \$US, soit une légère hausse de 0,17 % par rapport à fin juin de la même année, mais

une baisse de 2,25 % par rapport à fin décembre 2024. Cette évolution résulte principalement de l'augmentation des dépôts des ménages et des entreprises privées. Selon la monnaie de constitution, les dépôts en devises ont enregistré un léger recul mensuel de 0,1 %, tandis que ceux en monnaie nationale ont progressé de 2,31 %. Les dépôts bancaires demeurent toutefois largement dominés par ceux libellés en devises, représentant 90,0 % du total. La composition par catégorie des déposants reste concentrée sur les ménages (35,6 %) et les entreprises privées (31,8 %). Pour rappel, l'année 2024 avait été marquée par une progression de 22,4 % des dépôts bancaires, portée principalement par les entreprises privées et les ménages. La répartition géographique montrait une forte concentration à Kinshasa (65,2 %), au Haut-Katanga (22,9 %) et au Nord-Kivu (2,7 %). Sur le plan sectoriel, les dépôts provenaient essentiellement des autres secteurs hors administration publique (39,2 %), du commerce (21,7 %) et de l'industrie extractive (14,5 %). À fin juillet 2025, les dépôts en devises ont reculé de 3,67 % par rapport à fin décembre 2024, pour s'établir à 12.966,10 millions \$US. Pour mémoire, en 2024, les dépôts en devises avaient enregistré une croissance annuelle de 24,53 %, atteignant 13.460,95 millions \$US, en lien avec une progression annuelle de 18,28 % des exportations minières, lesquelles s'étaient élevées à 35.014,30 millions \$US. Les crédits bruts, à fin juillet 2025, se sont chiffrés à 9.334,3 millions \$US, en hausse de 2,42 % par rapport à fin juin et de 9,31 % par rapport à fin décembre 2024. Cette dynamique s'explique principalement par l'accroissement des crédits accordés aux PME et aux entreprises privées. S'agissant de la ventilation par monnaie, les crédits

en monnaie nationale ont reculé de 8,2 % d'un mois à l'autre, tandis que ceux en devises ont progressé de 10,16 %. En 2024, les crédits bancaires avaient enregistré une croissance de 17,3 %, soutenue par l'augmentation des financements accordés aux entreprises privées, aux ménages et à l'administration centrale. Leur répartition géographique reflétait une concentration à Kinshasa (47,5 %), au Haut-Katanga (35,7 %), au Lualaba (9,6 %) et au Nord-Kivu (2,6 %). Sur le plan sectoriel, les crédits étaient dominés par l'industrie extractive (35,4 %) et les autres services hors administration publique (27,1 %). 2.4.3. Evolution de la position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales en compte courant à la BCC

## L'ÉCONOMIE FAIT PRÉVUE DE RÉSILIENCE.

Au 29 août 2024, les avoirs en monnaie nationale des banques commerciales, logés en comptes courants à la Banque Centrale du Congo, ont enregistré une baisse hebdomadaire de 113,9 milliards de CDF, pour s'établir à 2.907,8 milliards de CDF. La réserve obligatoirement en monnaie nationale étant fixée à 2.260,9 milliards de CDF, il en résulte une position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales de 646,9 milliards de CDF, contre 760,9 milliards une semaine plus tôt. Par ailleurs, la réserve obligatoire en devises s'élève à 1.665,8 milliards de CDF. L'économie mondiale a fait preuve de résilience au cours du premier semestre 2025 soutenue notamment par la baisse des prix de l'énergie et l'intensité des échanges commerciaux en début de période. Pour rappel, le Fonds Monétaire International, FMI, prévoit une croissance mondiale de 3,0 % en 2025 et de 3,1 % en 2026, contre 3,3 % en 2024. Toutefois, la montée des tensions commerciales, marquée par

la hausse des tarifs douaniers, conjuguée à la persistance des incertitudes politiques, pèse sur les perspectives de croissance pour le reste de l'année. Cette situation alimente les craintes d'un ralentissement du commerce mondial et d'une fragmentation accrue des échanges. Par ailleurs, l'inflation mondiale devrait poursuivre sa tendance baissière, passant de 5,7 % en 2024 à 4,2 % en 2025 puis 3,6 % en 2026, sous l'effet conjugué de la baisse des prix de l'énergie et du ralentissement de la demande. En outre, l'OPEP, l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole, a annoncé une hausse de l'offre à partir de septembre 2025, ce qui pourrait accentuer la détente des prix énergétiques. Néanmoins, l'inflation mondiale reste exposée à des risques haussiers dans un contexte de volatilité des tarifs douaniers américains et de menace d'escalade de la guerre commerciale. Dans cet environnement, il apparaît impérieux de renforcer la coopération internationale et de mettre en œuvre des politiques publiques favorisant la confiance, la prévisibilité, la viabilité et la stabilité. Le cadre macroéconomique intérieur est demeuré relativement stable au cours de la période sous revue, caractérisé par le repli de l'inflation hebdomadaire et une légère dépréciation du taux de change. L'économie congolaise demeure globalement résiliente au plan de la croissance, ce qui est traduit par la consolidation de la confiance des chefs d'entreprises quant aux perspectives économiques à court terme. S'agissant du marché des biens et services, la tendance baissière de l'inflation amorcée en 2024 se poursuit en 2025, sur fond du renforcement de la coordination des politiques macroéconomiques. D'après les projections du CPCM, le Comité Permanent de Cadrage MacroÉconomique, le PIB réel devrait progresser de 5,3 % en 2025,

contre une réalisation de 6,5 % l'année précédente. L'activité productive resterait soutenue par la branche « extraction », dont la croissance est attendue à 8,2 %, après 12,2 % en 2024, portée par la bonne tenue des cours mondiaux des principaux produits miniers exportés. L'activité économique hors extraction devrait enregistrer une croissance de 3,6 %, après 3,5 % observée en 2024. En juillet 2025, les résultats de l'enquête de conjoncture sur l'économie congolaise indiquent un maintien de la confiance des chefs d'entreprises quant aux perspectives de court terme au plan national. En effet, le solde global brut d'opinions s'est établi à +37,0 %, contre +36,0 % en juin, atteignant ainsi son niveau le plus élevé de ces dernières années. Cette consolidation de l'optimisme des entrepreneurs reflète des perspectives globalement favorables, portées notamment par les efforts du Gouvernement en faveur du rétablissement de la paix, en particulier dans l'Est du pays. À cela s'ajoute le maintien de la demande, tant extérieure qu'intérieure, qui soutient l'activité de l'ensemble des branches économiques. Au cours de la dernière semaine d'août, le taux d'inflation hebdomadaire s'est établi à 0,15 %, contre 0,13 % et 0,17 % enregistrés respectivement aux troisième et deuxième semaines du même mois. L'évolution de l'inflation hebdomadaire reflète principalement la hausse de l'indice des prix dans les fonctions de consommation suivantes : « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (0,15 % contre 0,13 %) et « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (0,21 % contre 0,20 %). Ces deux fonctions ont contribué à l'inflation hebdomadaire respectivement à hauteur de 65,24 % et 13,62 %. En rythme mensuel, le taux d'inflation s'est établi à 0,60 % en août 2025,

contre 0,66 % en juillet. Il convient de noter qu'après avoir atteint 1,03 % en janvier et 0,71 % en février 2025, le taux d'inflation mensuel s'est maintenu, en moyenne, autour de 0,6 % au cours des six derniers mois. Le taux d'inflation cumulé sur les huit premiers mois de l'année s'est établi à 5,52 %, contre 9,21 % à la même période en 2023, traduisant le ralentissement de la progression de l'inflation en 2025. En glissement annuel, il s'est situé à 7,77 %, contre 15,25 % à la période correspondante de 2024. Le plan de trésorerie prévisionnel du mois d'août courant indique un niveau des recettes publiques de 1.835,5 milliards de CDF, dont 899,1 milliards tirés des impôts directs et indirects ; 540,3 milliards de la fiscalité douanière et 396,1 milliards de la parafiscalité. La situation des opérations financières de l'État renseigne un solde déficitaire de 734,3 milliards de CDF contre un déficit mensuel programmé de 350,2 milliards. Ce gap de financement a été principalement couvert par les ressources issues des émissions de titres publics et par une quotité des appuis budgétaires. Évolution des recettes publiques Les recettes de l'État se sont chiffrées à 1.299,1 milliards de CDF, soit un taux de réalisation de 71 % par rapport à la prévision mensuelle de 1.835,5 milliards. En effet, la DGI, la Direction Générale des Impôts, a mobilisé 650,0 milliards de CDF, alors que la DGDA, la Direction Générale des Douanes et Accises et la DGRAD, la Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires et de Participations, ont collecté respectivement 491,6 milliards de CDF et 157,6 milliards. Les dépenses publiques ont été exécutées à hauteur de 2.033,4 milliards de CDF, contre une programmation mensuelle de 2.185,7 milliards, soit un taux d'exécution de 93 %.

## ÉVOLUTION COMPARATIVE DE LA BALANCE DS BIENS 2024-2025 (En millions de USD)

|              | CUMUL     |           | Variations (%) |
|--------------|-----------|-----------|----------------|
|              | Juin 2024 | Juin 2025 |                |
| EXPORTATIONS | 17 450,27 | 13 991,86 | -19,82         |
| IMPORTATIONS | 4 214,00  | 4 291,59  | 1,84           |
| SOLDE        | 13 236,27 | 9 700,28  | -26,71         |

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données de la DGDA, l'OCC et la Commission Interministérielle

(1) Situation de la balance des paiements provisoire

(2) Situation en accélérée tirée du système (ISYS-DDR) et de la douane.

## ÉVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE AU 28 AOÛT 2025

|                                   | 31-déc.-24 | 20-févr.-25 | 7-août-25 | 14-août-25 | 21-août-25 | 28-août-25 | Var hebdo en % |
|-----------------------------------|------------|-------------|-----------|------------|------------|------------|----------------|
| Pétrole (brent) \$/baril          | 74,42      | 75,89       | 66,29     | 66,45      | 67,67      | 67,77      | 0,15           |
| Cuivre LME \$/tm                  | 8 789,00   | 9 467,35    | 9 724,65  | 9 768,00   | 9 745,30   | 9 896,00   | 1,55           |
| Cobalt LME (Cath 99,80%) \$/tonne | 24 050,00  | 21 202,00   | 32 650,00 | 32 650,00  | 32 650,00  | 32 651,00  | 0,00           |
| Or New York \$/o.t.               | 2 639,30   | 2 924,53    | 3 380,02  | 3 360,86   | 3 337,68   | 3 465,30   | 3,82           |
| Riz Chicago \$/tonne              | 309,60     | 307,28      | 280,57    | 281,68     | 259,16     | 266,45     | 2,81           |
| Blé Chicago \$/tonne              | 202,57     | 215,77      | 191,41    | 185,33     | 194,76     | 194,07     | -0,35          |
| Maïs Chicago \$/tonne             | 168,66     | 183,05      | 150,15    | 146,65     | 151,38     | 151,24     | -0,09          |

Source: Banque Centrale du Congo

## ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE À KINSHASA AU 29 AOÛT 2025

| Date   | Moyen    | Var. (%)     | Acheteur | Vendeur  | Moyen    | Var. (%)     |
|--|----------|--------------|----------|----------|----------|--------------|
| Evo lut io n mensuelle du taux de change, et de sa variat io n (en %)    |          |              |          |          |          |              |
| 31-déc-24  | 2 845,46 | 0,03         | 2 858,13 | 2 875,63 | 2 866,88 | 0,15         |
| 31-janv-25   | 2 847,66 | -0,08        | 2 858,75 | 2 881,88 | 2 870,32 | -0,12        |
| 28-févr-25   | 2 856,10 | -0,30        | 2 876,25 | 2 896,25 | 2 886,25 | -0,55        |
| 31-mars-25   | 2 861,50 | -0,19        | 2 868,13 | 2 886,88 | 2 877,51 | 0,30         |
| 30-avr-25  | 2 851,78 | 0,34         | 2 861,88 | 2 881,25 | 2 871,57 | 0,21         |
| 30-mai-25  | 2 856,69 | -0,17        | 2 844,20 | 2 886,35 | 2 865,28 | 0,22         |
| 27-juin-25   | 2 871,69 | -0,52        | 2 865,00 | 2 881,88 | 2 873,44 | -0,28        |
| 31-juil-25   | 2 882,42 | -0,37        | 2 873,75 | 2 896,88 | 2 885,32 | -0,41        |
| Evo lut io n hebdomadaire du taux de change, et de sa variat io n (en %) |          |              |          |          |          |              |
| 08-août-25   | 2 887,18 | -0,32        | 2 876,88 | 2 899,38 | 2 888,13 | -0,09        |
| 15-août-25   | 2 874,51 | 0,44         | 2 884,38 | 2 902,50 | 2 893,44 | -0,18        |
| 22-août-25   | 2 849,73 | 0,87         | 2 859,17 | 2 897,13 | 2 878,15 | 0,53         |
| 29-août-25   | 2 858,92 | -0,32        | 2 864,24 | 2 903,79 | 2 884,02 | -0,20        |
| <b>Cumul annuel</b>  |          | <b>-0,47</b> |          |          |          | <b>-0,59</b> |

Source: Banque Centrale du Congo

## ÉVOLUTION DE BASE MONÉTAIRE (en milliards de CDF, sauf indications contraires)

|  | 31-déc.-24       | 22-août-25       | 29-août-25       | Var.hebdo     |
|--|------------------|------------------|------------------|---------------|
| Actifs extérieurs nets                                     | 10 400,55        | 12 498,33        | 12 081,44        | -416,89       |
| Actifs intérieurs nets                                     | 210,73           | -1 672,00        | -1 381,95        | 290,05        |
| Créances nettes sur l'Administration centrale              | 2 792,80         | 1 220,80         | 1 367,25         | 146,45        |
| Créances sur l'Administration centrale                     | 4 051,12         | 4 027,57         | 4 027,57         | 0,00          |
| Engagements envers l'Administration centrale               | -1 258,32        | -2 806,77        | -2 660,32        | 146,45        |
| <b>Base monétaire</b>                                      | <b>10 611,28</b> | <b>10 826,33</b> | <b>10 768,05</b> | <b>-58,28</b> |
| Circulation fiduciaire                                     | 5 494,00         | 6 042,18         | 6 047,07         | 4,89          |
| Engagements envers les Autres Institutions de dépôts       | 5 074,75         | 4 732,91         | 4 669,74         | -63,17        |
| Avoirs des banques commerciales à la BCC                   | 3 470,34         | 3 021,81         | 2 986,71         | -35,10        |
| Niveau notifié de la réserve obligatoire                   | 2 291,53         | 2 260,94         | 2 260,94         | 0,00          |
| Réserves nettes des banques commerciales                   | 1 178,80         | 760,88           | 725,78           | -35,10        |
| ** Niveau de la réserve obligatoire en monnaies étrangères | 1 590,78         | 1 692,00         | 1 661,39         | -30,61        |
| R.O en ME (En millions USD)                                | 0,56             | 0,59             | 0,58             | -0,01         |

Source: Banque Centrale du Congo

## SYNTHÈSE DE L'ÉVOLUTION DES PASSIFS MONÉTAIRES AU SENS LARGE (en milliards de CDF)

|   | 31-déc.-24       | 22-août-25       | 29-août-25       | Var.hebdo    |
|---|------------------|------------------|------------------|--------------|
| Actifs extérieurs nets                  | 29 275,66        | 30 833,53        | 30 416,64        | -416,89      |
| Actifs intérieurs nets                  | 17 116,30        | 16 382,70        | 16 809,92        | 427,22       |
| Autres postes nets                      | -11 217,38       | -14 595,17       | -14 314,40       | 280,77       |
| <b>Passifs monétaires au sens large</b> | <b>46 391,96</b> | <b>47 216,23</b> | <b>47 226,56</b> | <b>10,33</b> |
| Numéraire hors Institutions de dépôts   | 5 142,70         | 5 451,16         | 5 461,49         | 10,33        |
| Dépôts transférables                    | 26 133,32        | 25 034,31        | 25 034,31        | 0,00         |
| Autres dépôts                           | 15 115,95        | 16 730,76        | 16 730,76        | 0,00         |
| Autres dépôts                           | 0,00             | 0,00             | 0,00             | 0,00         |

Source: Banque Centrale du Congo

**METTRE LES GAZ EN PÉRIODE D'INCERTITUDE**



**CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUJOURD'HUI AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.**



**SUR LES BORDS DE NOTRE LUIE, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.**

# Bentley Continental fait (toujours) rêver

**C**ertes beau-coup ne veulent pas l'entendre mais le nouveau plug-in hybride de chez Bentley est la meilleure Continental GT jamais à ce jour conçue.

L'année dernière, Bentley a décidé de retirer à la Continental GT tous ses moteurs à combustion pure, y compris le majestueux W12 de 6,0 litres, pour se tourner vers l'électrification. Le tout avec un grand coup d'éclat et 782 chevaux issus d'un 4,0 litres biturbo V8 plug-in hybride. L'accueil a été généralement très positif. Maintenant, on propose la... «version d'entrée de gamme». Également avec un V8-PHEV. Celui-ci affiche avec 680 chevaux encore 31 chevaux de plus sous le capot que le plus puissant des douze cylindres du modèle précédent et devrait suffire amplement si l'on souhaite, comme tout acheteur typique de Bentley, cadrer un peu plus son budget. Ou presque. Même avec ce qui est supposé être le meilleur Grand Tourer de cette planète, vous avez maintenant l'embarras du choix. Bentley élargit le portfolio de la Continental GT et GT Cabriolet avec une nouvelle motorisation de base (ce qui sonne plutôt absurde avec 680 ch et 930 Nm) et réorganise la gamme du concurrent de la Porsche 911 Turbo.

En termes simplifiés, elle se présente désormais comme suit :

- Continental GT : 680 ch (entrée de gamme) ;
- Continental GT Azure : 680 ch (plus axé sur le confort et le statut) ;
- Continental GT Speed : 782 ch (axé principalement sur le plaisir de conduite et davantage sur le statut) ;
- Continental GT Mulliner : 782 ch (axé au maximum



Le nouveau plug-in hybride de chez Bentley est la meilleure Continental GT jamais à ce jour conçue. DR.



sur le statut et un peu plus sur le plaisir de conduite). Bentley parle pour la Conti GT disponible depuis mi-2024 de la quatrième génération, mais en principe, il s'agit ici d'un grand restylage du modèle proposé depuis 2018. Un très grand restylage en fait, car 68 % des pièces sont nouvelles, y compris une architecture électronique entièrement nouvelle. De plus, on parle ici certainement de la Continental GT la plus exigeante

en termes de dynamique de conduite jamais vu. On le sait, à chaque nouvelle Conti GT, on le dit, mais l'effort et l'équipement qui ont été intégrés dans ce cas sont tout à fait remarquables. Tous les GT sont équipés de série de la direction intégrale, d'un différentiel arrière autobloquant électronique ainsi que des amortisseurs à deux valves nouvellement développés. Contrairement aux modèles Speed, davantage axés sur une mania-

bilité sportive, les versions de 680 ch n'ont pas de stabilisation active du roulis et de vectorisation de couple installées en usine. La combinaison d'un V8 biturbo de 4,0 litres, d'un moteur électrique de 190 ch et d'une batterie de 25,9 kWh, qui s'installe à l'arrière du coupé, reste cependant la même. Cela assure un poids monumental du véhicule de 2.459 kilogrammes. C'est près de 200 kilos de plus que l'ancien W12 Speed pesait,

dont vous pouvez lire ici le dernier essai. Cependant, cela assure également une répartition du poids presque parfaite de 49:51 pour cent. Et soyons honnêtes : la Conti GT n'a jamais été connue pour être particulièrement léger - si une voiture peut supporter un groupe motopropulseur plug-in hybride lourd comme du plomb, c'est bien elle. Le groupe motopropulseur complet a d'ailleurs été développé en collaboration avec Porsche, ce

qui ne peut qu'être une bonne chose. La différence avec le modèle haut de gamme de 782 ch (la Bentley le plus puissant jamais conçu) résulte entièrement de la limitation du V8, qui au lieu de 600 ch et 800 Nm, ici «seulement» 519 ch et 770 Nm sont proposés. Pour des performances qui inspirent la crainte (surtout compte tenu du poids du véhicule), cela suffit néanmoins : le 0-100 km/h est abattu en 3,7 secondes, le

0-160 km/h en 7,6 secondes. À titre de comparaison : la Conti GT Speed nécessite 3,2 et 6,9 secondes. Un peu étrange cependant : la Speed fait honneur à son nom et continue jusqu'à 335 km/h, tandis que la GT et la GT Azure atteignent leur limite à 270 km/h.

Nouvelle pour une Bentley-PHEV (avant cela, il n'y avait que le V6 plug-in hybride pas vraiment prestigieux du Bentayga) est la possibilité de recharger la batterie même pendant la conduite. C'est déjà une sorte de recharge rapide, car sinon le système permet une recharge AC maximale de 11 kW. Cela devrait permettre à la batterie d'être à nouveau pleine en 2:50 heures. Les Britanniques annoncent une autonomie électrique allant jusqu'à 80 kilomètres. Les deux versions Conti GT avec le moteur hybride de 680 ch sont déjà disponibles à la commande. La plus grande nouveauté visuelle de la quatrième génération a immédiatement créé une sorte de moment de surprise, car nous voyons ici pour la toute première fois une Continental GT sans le visage à quatre yeux. L'opération des yeux ne lui a vraiment pas fait de mal. Le léger trait d'eye-liner lui confère fraîcheur et accentuation supplémentaire de la largeur. À l'arrière également, la voiture a été légèrement modernisée, mais dans l'ensemble, il n'est pas nécessaire de regarder deux fois pour reconnaître ce qui se trouve devant vous. Pour reconnaître une GT Azure, il est préférable de prêter attention à la quantité de chrome que la voiture arbore. Beaucoup de chrome = Azure. Il y a aussi des grilles en maillage au niveau du pare-chocs avant, du noir brillant sur la calandre, le splitter avant et le diffuseur, ainsi que de nombreuses élégantes roues de 22 pouces.



# Perte soudaine de... que faire ?

**L**e désir sexuel fait partie intégrante de la vie intime et du bien-être émotionnel. Mais que se passe-t-il quand ce désir disparaît, sans cause évidente, au point de provoquer une souffrance personnelle et des tensions dans le couple ? Chez la femme, le trouble du désir sexuel hypoactif est le plus fréquent des troubles sexuels.



Le trouble du désir sexuel hypoactif se caractérise par une baisse ou une absence de désir sexuel associée à une détresse personnelle ou des difficultés dans la relation de couple. DR.

Selon les critères médicaux du Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux, DSM, le trouble du désir sexuel hypoactif se caractérise par une baisse ou une absence de désir sexuel

associée à une détresse personnelle ou des difficultés dans la relation de couple. Plus fréquent chez les femmes, le trouble du désir sexuel hypoactif concernerait 6 à 13 % d'entre elles. Afin de l'identifier, il faut d'abord écarter

toute autre cause pouvant expliquer cette perte de désir, comme un trouble psychologique, une maladie ou l'administration de certains médicaments. En effet, il est important de ne pas confondre ce trouble

avec un manque de désir passager. Pour être diagnostiqué il doit correspondre à une absence de désir durable et qui fait souffrir la personne concernée. Il peut être primaire, quand la personne n'a jamais ressenti

de désir sexuel, ou secondaire, lorsque le désir était présent auparavant, mais a diminué avec le temps. Ce trouble peut également apparaître seul ou être associé à d'autres troubles sexuels (douleurs lors des

rapports, absence d'excitation, etc.). Pour toutes ces raisons, le diagnostic demeure difficile. D'autant que ces situations restent largement taboues. Pour le repérer, il est important que le médecin ait une écoute attentive et bienveillante. Il s'agit d'explorer à la fois les causes possibles et les conséquences émotionnelles et relationnelles du trouble. Et consulter est encore rare, car les personnes - majoritairement des femmes - concernées sont nombreuses à ne pas oser en parler. Pourtant, ce trouble peut impacter la qualité de vie de façon importante, avec une perte de confiance en soi, une baisse de l'estime de soi, un évitement du partenaire - aussi bien

dans les relations sexuelles que dans les gestes affectifs - et une détérioration de la communication dans le couple. Quels traitements sont possibles ? Les options thérapeutiques sont encore limitées. Le seul traitement médicamenteux ayant reçu une autorisation de mise sur le marché, AMM, en Europe est un patch à base de testostérone qui a été principalement développé pour les femmes ménopausées ayant subi une ablation des ovaires. Mais dans bien des cas, le traitement passe par un accompagnement psychothérapeutique (en thérapie de couple ou sexothérapie) et une prise en charge de troubles associés (dépression, anxiété, douleurs, etc.).

# Ce qu'elles aiment le plus

**S**i on demande aux femmes quelles sont leurs positions sexuelles préférées, trois d'entre elles ressortent bien souvent du lot, pour des raisons bien particulières...

■ **La levrette.** Et oui Messieurs, vous pensiez être les seuls à réellement apprécier cette position, détrompez-vous ! Qu'elles l'avouent ou pas, les femmes adorent cette position où l'homme se place à genoux derrière la femme à quatre pattes. Pourquoi ? Parce que d'une part, c'est une posture qui permet un frottement particulièrement agréable



Les femmes ont les positions qu'elles aiment le plus. Il faut les leur donner. DR.

du pénis sur une partie très sensible du vagin de la partenaire. La sensation de plaisir qu'elle ressent est plus forte en levrette. Ensuite, cette position reste

assez animale et sauvage, et faire l'amour de façon passionnelle est l'un des fantasmes cachés de nombreuses femmes.

■ **La missionnaire.**

Oui ça paraît plus classique d'un coup. Mais si cette position est appréciée des femmes, ce n'est pas parce que c'est l'une des plus répandues. Non, c'est parce que

cette posture permet à l'homme et à la femme de faire l'amour en se regardant dans les yeux. L'homme s'allonge au-dessus du corps de sa partenaire, qui

est sur le dos. Pour le coup, on est plus proche du fantasme romantique que bestiale, mais c'est aussi important. L'acte sexuel est aussi une communion où les deux partenaires doivent être en osmose. Le regard est l'une des armes les plus sensuelles et les plus efficaces pour flirter tout au long de l'acte.

■ **La position d'Andromaque.** Ici, ce sont les femmes qui mènent la danse, et elles aiment ça ! La femme est assise sur le corps de son partenaire qui, lui, est allongé sur le dos. Elle gère ses mouvements et son rythme au gré de ses envies et de la montée de son

plaisir et c'est pour ça que cette position est l'une des plus appréciées. Elle jouit aussi de cette petite domination sexuelle de son partenaire qui dépend entièrement d'elle et de sa cadence. Comme le missionnaire, la position d'Andromaque permet aux deux partenaires de se regarder dans les yeux pendant l'acte. L'homme a tout le loisir d'observer le corps de sa compagne et de la toucher pendant qu'elle dirige la relation sexuelle. Vous savez désormais quelles sont les trois positions préférées des femmes, alors vous n'avez plus aucune excuse pour ne pas les faire monter au septième ciel.

# Donald Trump s'en prend à l'ennemi de l'intérieur

**C'**est toujours Trump. Cette fois debout face aux généraux rassemblés en Virginie.

Dans un discours d'une rare violence politique, Donald Trump a appelé, mardi 30 septembre, les généraux et amiraux américains à se mobiliser contre «l'ennemi de l'intérieur», en attaquant les immigrés sans papiers, la presse et ses opposants. L'initiative prise par le ministre de la Défense, Pete Hegseth, de rassembler les plus hauts gradés américains à Quantico, en Virginie, était déjà inhabituelle. La tonalité de la longue allocution du président américain l'a été encore plus. Face à l'armée, les chefs d'Etat américains adoptent généralement une posture de «commandant en chef» détaché des considérations partisans. Rien de tel pour Donald Trump. Les villes «gérées par les démocrates de la gauche radicale (...) San Francisco, Chicago, New York, Los Angeles, sont des endroits dangereux. Et nous allons les remettre en ordre une par une et ce sera quelque chose de très important pour certaines personnes dans cette salle. C'est aussi une guerre. C'est une guerre de l'intérieur», a martelé le président républicain de 79 ans, dans son allocution. «Nous devrions utiliser certaines de ces villes dangereuses comme terrain d'entraînement



Donald Trump lors de son discours mardi 30 septembre 2025 en Virginie. DR.

pour nos militaires », a-t-il encore ajouté. Les hauts gradés sont restés impassibles pendant son discours, ce que Donald Trump n'a pas manqué de relever.

## LA PRESSE « VICIEUSE ET MENTEUSE ».

« Je ne suis jamais entré dans une salle aussi silencieuse, a-t-il lancé. Si vous avez envie d'applaudir, applaudissez », a-t-il encore dit. Donald Trump a fini par lancer : « Et si vous n'aimez pas ce que je dis, vous pouvez quitter la salle - et dire au revoir à votre grade, à

notre avenir ». Sa décision de déployer des militaires dans plusieurs villes, selon lui pour lutter contre la criminalité et l'immigration illégale, a été très critiquée par l'opposition démocrate et par des associations de défense des libertés publiques. Donald Trump a aussi rappelé qu'il a signé un décret créant «une force de réaction rapide qui permet de réprimer les troubles à l'ordre public», constituée de militaires. « Ce sera quelque chose de très important pour les gens dans cette pièce, parce que c'est l'ennemi de l'intérieur.

Et il faudra s'en occuper avant que la situation ne devienne incontrôlable », a-t-il dit aux militaires. Le milliardaire s'en est également pris plusieurs fois à la presse « vicieuse et menteuse », ainsi qu'à son prédécesseur démocrate Joe Biden. Pete Hegseth, le chef du Pentagone, ancien animateur de la chaîne de télévision Fox News renommé « ministre de la Guerre » par Donald Trump, avait auparavant affirmé que l'armée devait tourner le dos à des « décennies de déclin » dues selon lui aux politiques de diversité. « Nous sommes

devenus le ministère du «woke», mais plus maintenant », a promis Pete Hegseth, en assurant que le choix des militaires déployés pour combattre répondrait désormais «seulement au plus haut standard masculin». Pete Hegseth a aussi exigé qu'à l'avenir, les militaires soient rasés de près, portent les cheveux courts et soient dans la meilleure forme physique. Il est « inacceptable de voir des généraux et amiraux en surpoids », a-t-il lancé. Pete Hegseth a déclaré vouloir faire table rase « des déchets idéologiques » légués par l'administration précédente, citant en exemple la lutte contre le réchauffement climatique, le harcèlement ou encore la promotion fondée sur la race ou le genre. « Ensemble, nous réveillons l'esprit guerrier », a renchéri Donald Trump.

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger, propriété de FINANCE PRESS GROUP en sigle FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP  
RCCM  
KIN/RCCM/15-A-27926  
Id. Nat.  
01-93-N00932M

Le Soft International  
Global site  
lesoftonline.net  
lesoft.be  
Kin's  
kin-s.net  
LeSoftConcept  
LeWebSoftConstruct  
InterCongoPrinters  
RadioTéléAction  
Masimanimba.  
Grand Bandundu  
info@lesoft.be  
SIP-AFRIMAGES  
B-1410 Belgique.  
Tél 00-32-488205666.  
Fax 00-322-3548978.  
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.  
Yerkis Muzama Muzinga.  
Phone +243-818371479.

Directeur associé  
Yves Soda.

RÉDACTION.  
T. Matotu  
D. Dadei  
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.  
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.  
Mankana Makasi.  
AMP Agences et Messageries de la Presse Belge. Accords spéciaux.  
Trends. Trends. Tendances. Le Vif/ L'Express. Knack.  
© Copyright 2025 FINPRESS.  
Imprimé à Kinshasa  
InterCongoPrinters

Autorisation  
de diffusion en R-DC.  
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13  
janvier 2008.



## L'ambassadeur SudAf à Paris trouvé mort

L'ambassadeur d'Afrique du Sud en France, Nkosinathi Emmanuel Mthethwa, a été retrouvé mort au pied d'un hôtel du XIIe arrondissement. L'information donnée par Le Parisien a été confirmée mardi 30 septembre par le parquet de Paris. Les réactions se multiplient depuis Le Cap à propos de la mort de cet homme politique de premier plan dans le pays. Si la thèse du suicide est pour le moment privilégiée, une enquête a été ouverte par la police française. Selon les premiers éléments, la femme de Nkosinathi Emmanuel Mthethwa, dit Nathi, avait signalé la disparition de son mari la veille de sa mort. Le

diplomate, parti sur les coups de 16:30' de chez lui, devait se rendre à un cocktail. C'est sur les coups de 21:30' que celle-ci a reçu un SMS. Dans ce message, l'ambassadeur en poste depuis février 2024 «lui présentait ses excuses» et «manifestait l'intention de mettre fin à ses jours».

## RAMAPHOSA REGRETTE CETTE PERTE.

Son corps a été retrouvé par un vigile de l'hôtel vers 11:30' mardi matin, dans la cour intérieure de l'établissement, où il avait effectué une réservation une dizaine de jours auparavant. Le mécanisme de sécurité de la fenêtre de sa chambre, située au 22e étage, a été forcé, mais les enquê-

teurs n'ont retrouvé «aucune trace de lutte, de médicament ou de stupéfiant». Interrogé, le personnel de l'hôtel affirme que le mécanisme anti ouverture de la fenêtre en question a été forcé à l'aide d'une paire de ciseaux retrouvée sur place. Dans un communiqué, le ministre sud-africain des Relations internationales et de la Coopération, Ronald Lamola, indique que «sa mort est non seulement une perte nationale, mais aussi une perte ressentie au sein de la communauté diplomatique internationale». «Les raisons de sa mort prématurée font l'objet d'une enquête menée par les autorités françaises», ajoute le communiqué. Sur X, le président Cyril Ramaphosa a écrit que «l'am-

bassadeur Mthethwa a servi la nation à divers titres» et qu'au cours de son dernier mandat, «il a contribué à approfondir les relations entre l'Afrique du Sud et la République française, ce qui a profité aux particuliers et aux entreprises des deux pays, et a fait progresser notre coopération sur la scène internationale». Avant de prendre son poste d'ambassadeur à Paris en février 2024, le diplomate proche de l'ancien président Jacob Zuma avait été à la tête de plusieurs ministères, dont celui de la police entre 2008 et 2014. Un mandat entaché par la violente répression de la grève des mineurs de Marikana, en août 2012, où 34 personnes avaient été tuées par les forces de l'ordre.